

## COMPTES RENDUS

### *CARTES ET TERRITOIRES*

*Marie-Sybille de VIENNE*

#### 1. LES TERRITOIRES FACE A L'ÉTAT : CONSTITUER, GERER, REPRESENTER

##### *1. L'Asie du Sud-Est dans tous ses Etats*

**Michel BRUNEAU, *L'Asie d'entre Inde et Chine, logiques territoriales des Etats*, Paris, Belin, 2006, 317 p.**

L'approche du quarantième anniversaire du démarrage de la construction régionale sud-est asiatique a suscité de nombreux travaux dans la communauté scientifique. La plupart des chercheurs ont privilégié des problématiques disciplinaires, historique (M. Frey, R.W. Pruessen et Tan Tai Yong<sup>1</sup> ; Nicholas Tarling<sup>2</sup>) ; politique (Damien Kingsbury<sup>3</sup> ; Shinji Yamashita et J.S. Eades<sup>4</sup>) ; linguistique (Antonio L. Rappa et Lionel Wee<sup>5</sup>) ; et de manière croissante, sécuritaire (Bilveer Singh<sup>6</sup>). D'autres se sont coulés dans l'élan suscité par le regain des études «mussiennes» pour adopter une démarche holistique visant à saisir ce que Paul Mus, reprenant à son compte le

---

<sup>1</sup> FREY, Marc, PRUESSEN, Ronald W. & TAN Tai Yong, *The transformation of Southeast Asia*, Londres, M.E. Sharpe, 2003, 376 p.

<sup>2</sup> *Regionalism in Southeast Asia*, New York, Routledge, 2006, 288 p.

<sup>3</sup> *South-East Asia: a political profile*, 2<sup>e</sup> éd., South Melbourne & Oxford University Press, 2005, xxii, 454 p.

<sup>4</sup> YAMASHITA Shinji & EADES, J.S., eds., *Globalization in Southeast Asia : local, national and transnational perspectives*, New York, Berghahn Books, 2001, 262 p.

<sup>5</sup> *Language policy and modernity in Southeast Asia: Malaysia, the Philippines, Singapore, and Thailand*, New York, Springer, 2006, 159 p.

<sup>6</sup> *The Talibanization of Southeast Asia: losing the war on terror to Islamist extremists*, Westport (Conn.), Praeger Security International, 2007 (sous presse).

concept du géographe Elysée Reclus, appelait «l'angle de l'Asie»<sup>7</sup>. C'est dans ce dernier courant, auquel s'étaient déjà exercés en leur temps Françoise Cayrac-Blanchard<sup>8</sup>, Philippe Richer<sup>9</sup>, Rodolphe De Koninck<sup>10</sup>, Alain de Sacy<sup>11</sup> et Hugues Tertrais<sup>12</sup> et – pour n'évoquer que ces derniers – les Soviétiques V. Jarov, E. Kiamilev et V. Tiourine<sup>13</sup>, quand la revue Hérodote consacrait au Sud-Est Asiatique un numéro complet au seuil des années 1980<sup>14</sup>, que s'inscrit la démarche de Michel Bruneau, directeur de recherche au CNRS. Il met ainsi à profit les outils de sa discipline, la géographie<sup>15</sup>, pour entreprendre une vaste lecture de l'Asie du Sud-Est au carrefour des espaces et de la longue durée des civilisations, au cœur du temps géographique tel que le définissait Fernand Braudel. À cette fin, M. Bruneau commence par inventorier les concepts géographiques de référence, pour ensuite ventiler les espaces sud-est asiatiques en deux grandes catégories, ceux investis par les deux grandes aires culturelles périphériques, indienne et chinoise, et ceux qui leur sont restés extérieurs, les socles montagneux (ch. 2 à 4). Sur cette base, il définit quatre configurations spatiales (viêtnameuse, agraire-concentrique, axiale-transfrontalière et archipelagique, ch. 5-8) ; enfin il s'intéresse à ce que le lecteur pourrait regrouper sous le qualificatif de «lieux d'acculturation», les mégalo-pôles et la régionalisation (ch. 9-10).

Tout en rappelant que la perception de l'Asie du Sud-Est a d'abord été de terrain, la géographie devenant l'instrument privilégié des colonisateurs du XIX<sup>e</sup> s., pour ensuite acquérir valeur académique, puis 'anthropologique' et technique (P. Gourou), c'est avant tout aux concepts opératoires de l'orientaliste Paul Mus que se réfère M. Bruneau : le socle ethno-géographique 'asiatique' ; et ses ajouts centralisateurs indiens et chinois (macro-modèle spatial de l'Asie orientale, p. 36).

Omniprésent en Asie du Sud-Est, l'héritage culturel indien recouvre une pluralité de cultes chtoniens liés aux terroirs ; sous leurs deux formes principales, le brahmanisme, qui oppose le *dharma* des Brahmanes à l'*artha* du Prince, le

<sup>7</sup> *L'angle de l'Asie*, Paris, Hermann, 1977, 269 p.

<sup>8</sup> CAYRAC-BLANCHARD, F., *et al.*, *L'Asie du Sud-Est*, Paris, Syreya, coll. «L'Histoire du XX<sup>e</sup> siècle», 1970-71, 2 vol., 954-XX p., cartes, carte dépl.

<sup>9</sup> *L'Asie du Sud-Est, indépendances et communismes*, Paris, Imprimerie Nationale, coll. « Notre siècle », 1981, 430 p.

<sup>10</sup> *L'Asie du Sud-Est*, Paris, Masson, 1994, 317 p.

<sup>11</sup> *L'Asie du Sud-Est, l'unification à l'épreuve*, Paris, Vuibert, 1999, 266 p.

<sup>12</sup> *Asie du Sud-Est : enjeu régional ou enjeu mondial ?*, Paris, Gallimard, coll. « Folio/Le Monde Actuel », 2002, 278 p.

<sup>13</sup> JAROV, V., KIAMILÉV, E. & TIURINE, V., éd., *L'Asie du Sud-Est, histoire, économie, politique*, Moscou, Editions du Progrès, 1972, 290 p. [Merci à Frédéric Durand pour ses compléments bibliographiques.]

<sup>14</sup> *Hérodote*, Paris, n° 21, 1981.

<sup>15</sup> Voir BRUNEAU, M., *Diasporas et espaces transnationaux*, Paris, Anthropos-Economica, coll. «Villes-Géographie», 2004, 248 p. ; «Asie du Sud-Est», [in] FOUCHER, Michel, éd., *Asies Nouvelles*, Paris, Belin, 2002, 480 p. ; ANTHEAUME, Benoit, BONNEMAISON, Joël, BRUNEAU, Michel & TAILLARD, Christian, *Asie du Sud-Est Océanie, Géographie Universelle*, Paris, Belin-Reclus, 1995, 479 p.

bouddhisme, qui les fusionne en un souverain *dharmaraja*, les modèles indiens n'ont pas tant été transplantés que digérés. Cet apport indien devient déterminant dans la gestion de l'espace en ce qu'il ne lie pas de manière pérenne le souverain à un territoire strictement délimité ; les frontières sont donc zonales, sans bornage. Modulable quand bien même sa structure reproduit celle de la cosmogonie, l'État-*mandala* est de surcroît segmentaire, avec un centre sacralisé autour duquel s'architecturent des pôles périphériques, à leur tour dotés d'une périphérie de tributaires. À ce modèle concentrique s'oppose le modèle dentrito-hydrographique des cités-Etats côtières du monde insulindien, dont l'essor suit celui des différents âges du commerce. La synthèse des deux modèles s'opèrent – pour un temps seulement – avec Srivijaya.

À l'inverse de l'Inde, la Chine a élaboré un modèle d'État unitaire monocentrique structuré en cinq auréoles quadrangulaires, la pleine adhésion des barbares du *limes* à la culture chinoise débouchant inmanquablement sur leur intégration à l'Empire au titre de *tusi* (土司 gouverneurs indigènes). Les frontières à nouveau fixées après 1949, la RPC a redéfini les modalités de contrôle de sa périphérie sur les bases d'une autonomie formelle des minorités montagnardes. Pour autant, toutes les marges n'avaient pas vocation à être intégrées au territoire impérial. Ainsi, après plus d'un millénaire d'incorporation à l'empire chinois (ou à ses substituts), les Chinois lâchent progressivement leur marge méridionale tonkinoise ; il s'ensuit le *Nam tién*, la marche vers les basses terres du Sud. Si le Champa et le Cambodge d'aval finissent au XVIII<sup>e</sup> siècle par être submergés et dilués dans l'espace politique annamite, il faut toutefois attendre la colonisation française pour en délimiter les frontières dans les zones montagneuses.

Entre ces deux aires culturelles indienne et chinoise, le socle montagneux fait office de barrière, percée de part en part par de vastes réseaux orographiques en éventail orientés Nord-Ouest/Sud-Est. Si leur géographie commune fait des hautes terres un seul et même ensemble, le fractionnement humain n'en demeure pas moins pulvérulent, quelque 65 millions d'hommes relevant d'une cinquantaine de dénominations ethniques, au premier rang desquels, numériquement parlant, se trouvent les Tai et les Hmong-Miao. Fruit de déplacements de populations venues de Chine du Sud, la stratification ethnique suit l'étagement des paysages agraires (voir schéma p. 83). Les sociétés se différencient en sociétés «à État», organisées en seigneuries, et sociétés «sans État» tribales. Les hautes terres comptent le plus souvent des sociétés tribales caractérisées par une structure égalitaire (Drung) et des configurations villageoises précaires ; et parfois des sociétés esclavagistes (Yi). Dans les basses-terres dominent les seigneuries taies (*muang*), en perpétuelle floculation pour autant qu'elles réussissent la symbiose avec les groupes austro-asiatiques voisins. Mais ce socle montagneux tend aujourd'hui à être colonisé de manière croissante par les ethnies dominantes des plaines, qui en bouleversent la stratification traditionnelle. Seule entité dudit socle à s'être constituée en État, le Laos s'est vu restituer par l'administration communiste sa configuration polycentrique – ce qui en dit long sur sa fragilité intrinsèque – sans pour autant réussir à intégrer les montagnards de son auréole externe (à commencer par les Hmong).

Quatre modèles spatiaux sont ensuite étudiés par l'auteur.

1. Le modèle vietnamien, qui s'organise autour d'une bipolarité deltaïque (les basses-terres de l'ethnie *kinh*) à quatre auréoles. À l'implantation de structures productives d'État au Nord (1950-75), a succédé la mise en œuvre d'un front de colonisation au Centre. L'État a d'abord créé des « Nouvelles zones économiques » animées par des paysanneries allochtones (600.000 migrants *kinh* entre 1976 et 1996) tout en sédentarisant et salariant les autochtones, qui perdirent ainsi l'accès à une terre où ils pratiquaient traditionnellement l'écobuage, la caféiculture devenant l'instrument de la fixation des populations. Quelque 700.000 migrants spontanés ont en sus déferlé du Nord (1976-96), notamment des montagnes ; partant, les autochtones deviennent minoritaires sur leur sol dès la fin des années 1970, le développement de la caféiculture accélérant leur déterritorialisation matérielle et symbolique. La libéralisation économique des années 1990 a ensuite dégelé le foncier : les communes *kinh* se sont lancées dans des recompositions cadastrales, et les autochtones ont essayé de récupérer leurs terres. Aujourd'hui, deux conceptions s'affrontent : celle de l'État vietnamien, pour qui la souveraineté politique implique la propriété du sol ; et celle des autochtones, qui se fondent sur l'ancestralité de leur lien avec la terre pour en revendiquer un droit d'usage inaliénable.

2. Les États agraires concentriques, qui constituent le modèle dominant en Péninsule puisque, selon l'auteur, trois États en relèvent aujourd'hui : Birmanie, Thaïlande et Cambodge. La Birmanie s'est forgée dans le centre de la zone sèche (Pagan), avant de prendre le contrôle de la basse vallée de l'Irrawady avec la dynastie de Konbaung. Les Britanniques ayant interrompu le processus d'intégration nationale, l'Union birmane subit une crise ethnique pratiquement depuis l'indépendance (janvier 1948), laquelle alimente la militarisation croissante de l'État. Pour sa part, le Cambodge a déplacé son centre vers l'aval après la chute d'Angkor, puis échappé au démembrement grâce au protectorat français. Meurtri par les guerres, le Cambodge d'aujourd'hui a conservé la structure aréolaire que lui impose la présence du Tonlé Sap (fig. 18), quand bien même les zones de marge accueillent un nombre croissant d'émigrants. Quant au Siam, construit à partir d'Ayutthaya (fig. 19), au départ un comptoir maritime qui a récupéré des fonctions agraires au fur à mesure de sa prise de contrôle des voies de communication terrestres, il s'est transformé en État centralisé au tournant du XX<sup>e</sup> s., sous le roi Chulalongkorn, puis s'est lancé dans la construction d'une Nation. Si la Thaïlande a réussi à s'imposer économiquement et politiquement dans la Péninsule, c'est qu'elle a elle-même orchestré sa modernisation, à la différence la Birmanie. Elle conserve toutefois aujourd'hui un schéma de développement dont la structure spatiale n'est pas sans évoquer le modèle auréolaire siamois, à ceci près que le point focal est désormais Bangkok.

3. Les modèles de la Méditerranée asiatique, axiaux et transfrontaliers. Le plus ancien est celui des sultanats malais en réseaux, inscrits dans le temps linéaire de l'islam. Leur fédération (malaise puis malaysienne) autorise l'intégration des espaces forestiers intérieurs, d'abord ceux la péninsule malaise, ensuite ceux de Bornéo. Au cœur de cette « méditerranée », le détroit de Malacca, où s'affrontent les logiques

centralisatrices des États post-coloniaux qui le bordent et celles, réticulaires, des comptoirs qui l'animent. Aussi quand l'Indonésie tente de redécouper l'espace sumatranais autour d'enclaves industrielles, les populations locales contournent le dispositif, d'autant que les zones de coopération transfrontalière encouragent la multipolarité (fig. 21 & 22, p. 173-174). La trans-sumatranaise dupliquant l'axe autoroutier qui longe la côte ouest de la Péninsule, la concurrence entre les ports qui jouxtent le détroit s'intensifie – le premier d'entre eux, la cité-État de Singapour, jouant la carte de l'emporium planétaire.

4. Enfin le modèle qui regroupe les deux tiers de la population sud-est asiatique, l'État-archipel, dont relève également le Japon. Il se compose de trois axes insulaires tournés vers leurs mers intérieures, orientés sur un pôle central, quelque peu décalé pour les Philippines. Comme Java, le Japon ancien associe État agraire et comptoirs maritimes ; aujourd'hui, il adjoint à la mégapole du Tokaïdo (Tokyo-Osaka) une série de périphéries urbaines, elles-mêmes entourées de périphéries secondaires (fig. 23 p. 186). Produit de la colonisation, les Philippines ont hérité des Espagnols une administration fortement centralisée, quand les périphéries montagneuses du Nord et sub-archipelagiques du Sud (Palawan, Sulu) résistaient à l'intégration (fig. 24, p. 192). Au vu de ses dimensions (1,9 million km<sup>2</sup>, 222 millions d'habitants), l'Indonésie apparaît comme tiraillée entre la dynamique de fragmentation des ethnies des « îles extérieures », et les logiques cohésives des royaumes mandalaïques javanais, puis des colonisateurs hollandais. Le concept d'Indonésie, qui émerge entre les deux guerres, est d'abord mis en œuvre par l'homogénéisation du maillage territorial dès les années 1950, puis par la transmigration des Javanais vers les « îles extérieures » à partir des années 1970 ; pour autant, l'axe principal du développement est celui, traditionnel, des échanges côtiers du sud de la mer intérieure (fig. 25 p. 204). Aucun déterminisme, donc, dans la formation d'États-Nations archipelagiques fortement hétérogènes les uns aux autres.

Quelles que soient leurs configurations spatiales, tous les États sud-est asiatiques se sont modifiés du fait de l'essor de leurs capitales. Exception faite de Singapour, la primauté urbaine prend le plus souvent la forme de mégapoles, régions urbanisées centrales regroupant environ 10% de la population du pays, la moitié de sa population urbaine et jusqu'à 40%, voire davantage, du PNB (Jabotabek<sup>16</sup> ; Bangkok, Manille) ; s'y ajoute la méga-région urbaine de la côte ouest de la Péninsule malaise, qui s'étend de Penang à Johor-Singapour. À l'opposé, Rangoun, dont le développement a été freiné par le strict contrôle des flux de population rurale et la relocalisation autoritaire des résidents illégaux dans des villes-satellites. Plus largement, et à l'exception – pour des raisons évidemment inverses – du Laos et de Singapour, les États sud-est asiatiques sont tous caractérisés par la prégnance de modèles centre-périphérie, et le développement d'espaces intermédiaires 'urbains' (*desakota*).

---

<sup>16</sup> Soit la zone métropolitaine comprenant Jakarta, Bogor, Tangerang et Bekasi.

Le Sud-Est Asiatique jouit d'une dimension transnationale pluriséculaire, qu'attestent à la fois la multiplicité des diasporas qui y ont fait souche, et la porosité de ses zones frontalières, sans pour autant faciliter la régionalisation : les vicissitudes des divers projets de la «Région du Grand Mékong» en sont l'une des illustrations. *A contrario*, et bien que l'essentiel de la zone échappe à l'axe de croissance Asie-Pacifique (fig. 31), l'ASEAN a réussi à regrouper des pays fortement hétérogènes grâce à la souplesse et l'adaptabilité de sa structure.

La région demeure toutefois fragile, prise en tenaille entre l'impératif de la circulation des produits et des hommes, et le risque de 'balkanisation' induit par l'imposition de modèles étatiques hiérarchiques par les promoteurs des Nations contemporaines à des sociétés majoritairement 'mandalaïques'.

L'ouvrage apparaît ainsi comme l'un des plus ambitieux des récents travaux de synthèse sur l'Asie du Sud-Est, au vu de la complexité d'une zone que Paul Mus décrivait comme le résidu du socle primitif asien, un angle pris en tenaille<sup>17</sup> par la double poussée de l'indianisation (vers l'Est) et de la sinisation (vers le Sud). Cette lecture 'mussienne' s'avère d'autant plus remarquable que la plupart des chercheurs se sont contentés de décrire l'Asie du Sud-Est en termes de 'carrefour', réduisant ainsi sa complexité à l'inventaire de ses éléments. Avec deux exceptions. Denys Lombard, d'abord, qui montre que la zone s'organise autour d'une «Méditerranée asiatique»<sup>18</sup>, dont les isthmes sont à leur tour partie prenante d'une Eurasie structurée autour de trois môles. Jacques Népote ensuite, qui en intégrant également sa lecture de l'Asie du Sud-Est dans une vision élargie de l'Eurasie, conteste le qualificatif de carrefour au profit de celui de terminus des influences extérieures, un vaste entonnoir englobant les influences culturelles qui ont tenté de l'investir. Il s'ensuit une multiplication des strates et des fractures dont aucune ne recouvre exactement la précédente. Pour en rendre compte, M. Bruneau a donc brassé une masse d'informations considérable : on sera particulièrement sensible au fait qu'il cite les travaux les plus récents, y compris les thèses comme celles de Frédéric Fortunel (p. 112 *sq.*) ou de Nathalie Fau (p. 172 *sq.*).

Pour autant, l'ouvrage déroute : autant il séduit par la pertinence de ses analyses géographiques contemporaines, autant il souffre de généralisations historiques ou anthropologiques hâtives dues au fait qu'il néglige une part significative d'une bibliographie<sup>19</sup> assurément surabondante. L'emploi récurrent du terme 'État-nation'<sup>20</sup>

<sup>17</sup> MUS, *op. cit.*, p. 110 *sq.*

<sup>18</sup> Voir le titre du symposium organisé par Denys LOMBARD en 1997, «La Méditerranée asiatique» ; LOMBARD Denys & PTAK Roderich, éd., *Asia Maritima : Images et réalité / Bilder und Wirklichkeit (ca. 1200-1800), (South China and Maritime Asia I)*, Wiesbaden, Harrassowitz, 1994, 218 p., etc.

<sup>19</sup> On s'étonne ainsi qu'au vu du projet de l'auteur, il ignore l'ouvrage de Jacques NEPOTE, *Indochine, pour une géographie culturelle*, Genève, Olizane, 1990, 396 p. ill. cartes, notamment pour son analyse structurale des espaces concernés. De même l'article de J. NEPOTE, «La Péninsule sud-est asiatique et les communications inter-asiatiques», *Péninsule* 32, 1996 (1), pp. 140-154.

semble d'entrée de jeu discutable : des onze États que compte l'Asie du Sud-Est, aucun n'est un 'État-nation' au sens usuel du terme<sup>21</sup>. Non seulement tous les États de la zone sont pluriethniques, ce qu'entérinent les institutions de deux des plus 'avancés' d'entre eux au plan socio-économique, Singapour<sup>22</sup> et la Malaisie<sup>23</sup>, mais leur constitution en Nation se heurte à la résistance des identités locales, notamment dans les zones du 'socle' caractérisées par leur pulvérisation ethnique. Il s'ensuit diverses formes de refus qui vont d'un banditisme identitaire chronique à l'insurrection (comme au Sud-Thaïlande), parfois porteuse de revendications – d'autonomie ou d'indépendance – solidement argumentées : en Birmanie, à ce jour, l'ethnie Shan (la plus nombreuse après les Birmans) a pour principale formation politique la *Shan Nationalities League for Democracy*<sup>24</sup>, dont l'intitulé met en exergue la diversité des États Shan, au nombre de 33 au moment de l'indépendance (1948).

Comment peut-on réduire l'indianisation à la seule confrontation des analyses de O.W. Wolters<sup>25</sup> et G. Cœdès<sup>26</sup>, quand les travaux sur l'indianisation sont légion<sup>27</sup>, et

<sup>20</sup> Plus d'une cinquantaine d'occurrences, voir index p. 307.

<sup>21</sup> Voir pour une synthèse sur le concept de Nation, WUNENBURGER, Jean-Jacques, éd., *L'idée de Nation*, actes du colloque organisé à Dijon, les 13 et 14 novembre 1986, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 1986, 228 p. ; et, cela va sans dire, RENAN, Ernest, *Qu'est-ce qu'une Nation ?*, conférence, Sorbonne, 11 mars 1882, Paris, Calmann-Lévy, 1882, 30 p. : « Une Nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis ».

<sup>22</sup> Qui après avoir créé un musée pour le *National Heritage* chinois, en a créé deux autres pour les Malais et les Indiens.

<sup>23</sup> Pour autant, la religion est marquée sur la carte d'identité en Malaisie...

<sup>24</sup> Ladite ligue a obtenu 23 sièges sur les 56 dévolus aux États Shan aux élections de 1990.

<sup>25</sup> WOLTERS, O.W., *History, Culture and Region in Southeast Asian Perspectives*, Singapore, reed. révisée, 1999, 272 p.

<sup>26</sup> CŒDES, George, *Les États hindouisés d'Indochine et d'Indonésie*, Paris, E. de Boccard, 1964, 494 p. ; *Les peuples de la péninsule indochinoise*, Paris, Dunod, 1962, 228 p.

<sup>27</sup> Citons (parmi beaucoup d'autres) les quelques travaux suivants : DALSHHEIMER, Nadine & MANGUIN Pierre-Yves, « Visnu mitrés et réseaux marchands en Asie du Sud-Est : nouvelles données archéologiques sur le 1<sup>er</sup> millénaire ap. J.-C. », *Bulletin de l'École Française d'Extrême-Orient (BEFEO)* 85, 1998, pp. 87-123 ; DAMAIS, L.-Ch., « Les écritures d'origine indienne en Indonésie et dans le Sud-Est Asiatique continental », *Bulletin de la Société des Etudes Indochinoises (BSEI)*, n.s. tome XXX, n° 4, 4<sup>e</sup> trim. 1955, pp. 365-382 ; KULKE, Hermann, « Indian Colonies, indianization or cultural convergence ? » [in] H. SCHULTE NORDHOLT, ed., *Onderzoek in Zuidoost-Azië*, Leyde, 1990, pp. 8-32 ; HALL, Kenneth R., « The Indianization of Funan : an economic history of Southeast Asia's first State », *Journal of Southeast Asian Studies (JSAS)*, XIII, 1, 1982, pp. 81-106 ; LÉVI, Sylvain, « Les 'Marchands de la mer' et leur rôle dans le bouddhisme primitif », *Bulletin de l'Association Amis de l'Orient*, n° 3, 1929, pp. 19-39 ; MABBETT, Ian W., « The 'Indianization' of Southeast Asia : reflections on the prehistoric sources », *JSAS* VIII (1), 1977, pp. 1-14 et « The 'Indianization' of Southeast

qu'ils ont fait récemment l'objet d'une critique historiographique systématique et argumentée<sup>28</sup>, pour ajouter tout de go que les « systèmes de parentés d'Asie du Sud-Est sont cognatiques » (p. 49) alors que nombre de sociétés d'Asie du Sud-Est sont matrilineaires, à commencer par les Khmers<sup>29</sup>, les Minangkabau<sup>30</sup>, les Jambinaï<sup>31</sup>, les Acihais<sup>32</sup>, etc., et que d'autres sont patrilinéaires (Viêt-namiens, Nung, Brou<sup>33</sup> du Laos et du Viêt-Nam...). Faire démarrer le *Nam tiến* (p. 69 sq.) au XI<sup>e</sup> s., soit après la destruction d'Indrapura par les Tonkinois en 982, revient à se laisser abuser par la reconstruction idéologique effectuée *a posteriori* par les sources vietnamiennes<sup>34</sup>, les Cham n'ayant alors déplacé leur frontière que de quelques kilomètres au sud de ladite porte et surtout entamé une expansion culturel-marchande à partir de leur nouvelle capitale, Vijaya<sup>35</sup> : la descente vers le Sud ne s'impose aux Tonkinois que lorsque la

---

Asia : reflections on the historical sources», *JSAS* VIII (2), 1977, pp. 143-161 ; PRZYLUKSI, Jean, «Indian colonisation in Sumatra before the seventh century», *Journal of the Greater India Society*, Vol. 1, n°2, July 1934, pp. 92-101 ; QUARITCH WALES, H.G., *The making of Greater India*, Londres, 3<sup>e</sup> éd., Bernard Quaritch, 1974, 249 p. ; WHEATLEY, Paul, *The Golden Khersonese. Studies in the historical geography of the Malay Peninsula before A.D. 1500*, Kuala Lumpur, Universiti Malaya, 1961, rééd. 1980, xxxiii-388 p.

<sup>28</sup> BOURDONNEAU, Eric, *Indianisation et formation de l'Etat en Asie du Sud-Est : retour sur trente ans d'historiographie. Matériaux pour l'histoire du Cambodge ancien*, Paris, thèse de doctorat, Université de Paris-I, décembre 2005, 3 volumes, 542 p.

<sup>29</sup> On se référera pour les Khmers à la magistrale étude de NEPOTE, Jacques, *Parenté et organisation sociale dans le Cambodge moderne et contemporain. Quelques aspects et quelques applications du modèle les régissant*, Genève, Olizane, avec le concours du CNRS, 1992, 255 p., qui démontre la matrilinearité de la société khmère, sans pour autant négliger de déosser les raisons du contresens de l'école 'américaine' de l'indifférenciation. Voir également POREE-MASPERO, Eveline, « Dualisme matrimonial. Généalogies matrilineaires... », pp. 152-189 de *Etudes sur les rites agraires des Cambodgiens*, vol. 1, 1962 ; et « Appendice III. Vue d'ensemble sur le dualisme matrilineaire au Cambodge », pp. 862-872 de *Id.*, vol. III, 1969.

<sup>30</sup> P.E. DE JOSSELIN DE JONG, *Minangkabau and Negri Sembilan : socio-political structure in Indonesia*, La Haye, Nijhoff, 1<sup>ère</sup> éd., 1951, 3<sup>e</sup> éd., 1980, 231 p.

<sup>31</sup> ZNOJ, Heinzpeter, *Heterarchy and Domination in Highland Jambi, the Contest for Community in a Matrilinear Society*, Londres, Kegan Paul, 2004, 350 p.

<sup>32</sup> JAYAWARDENA, Chandra, « Achehnese Marriage Customs », *Indonesia* 23 (1977), pp. 157-173 ; *Id.*, « Women and Kinship in Acheh Besar, Northern Sumatra », *Ethnology* 16 (1977), pp. 21-38.

<sup>33</sup> VARGYAS, Gábor, *A la recherche des Brou perdus, population montagnarde du Centre Indochinois*, Paris, Les Cahiers de Péninsule (n° 5), 2001, 298 p.

<sup>34</sup> Voir NEPOTE, Jacques, « Quelle histoire pour quels Viêt-namiens ? », *Péninsule* 11-12 (1986), pp. 7-26.

<sup>35</sup> Voir le témoignage de Chau Ju-kua en 1225, HIRTH, F. & ROCKHILL, W.W., eds., *Chau Ju-Kua, His Work on the Chinese and Arab Trade in the Twelfth and Thirteenth Centuries, Entitled Chu-fan-chi*, Saint-Petersbourg, Imperial Academy of Sciences, 1911, 1911, rééd. Amsterdam, Oriental Press, 1966, 288 p., p. 53 ; et NEPOTE, Jacques, « Champa : Propositions pour une histoire de temps long. II, L'histoire », *Péninsule* 27, 1993 (2), pp. 65-123.

consommation de la rupture avec la Chine les prive de leur exutoire démographique naturel, soit après la fondation de la dynastie des Lê en 1428.

Par ailleurs, on aimerait connaître la source utilisée pour attribuer à la Birmanie un PNB par tête de 162 \$ en 2003 (p. 132), quand la multiplicité des taux de change<sup>36</sup> rend très difficile de convertir les *kyat* des données nationales en dollars américain<sup>37</sup> : en termes de revenu *per capita*, la Birmanie se retrouverait ainsi dans la même situation que le Burundi ou le Congo (ex-Zaïre), ce que dément toute observation élémentaire *in situ*. Qualifier 'd'islamique' la diaspora chinoise – en oubliant les Persans<sup>38</sup>, les Indiens<sup>39</sup>, etc. – (p. 162) nous paraît quelque peu réducteur : si, à l'époque de la V.O.C., bon nombre de marchands chinois étaient musulmans, de naissance ou convertis, c'était loin d'être le cas de tous, et encore moins aujourd'hui ! Dire que les «entreprises chinoises ont au début des années 1990 contribué au PNB de l'Indonésie pour 70%, etc.» (p. 237), est une erreur : les Chinois génèrent de l'ordre de 10% du PIB indonésien<sup>40</sup>, ce qui est déjà beaucoup au regard des 3,3% de la population qu'ils représentent ; les '70%' qui traînent depuis dix ans dans une certaine bibliographie correspondent en réalité à la part des Chinois dans la capitalisation boursière<sup>41</sup>, ce qui ne signifie évidemment pas qu'ils génèrent 70% du PNB indonésien au vu de la modestie du marché boursier de l'archipel<sup>42</sup>.

<sup>36</sup> Depuis 1996, le Myanmar compte trois taux de change : le taux officiel, limité à un très petit nombre de transactions (1 \$ US = 6,1 *kyat* en 2004) ; le *near market rate (NMR)* réservé au calcul des droits de douanes (1 US \$ = 450 *kyat*) ; le taux parallèle, le plus utilisé (1 \$ = c. 1000 *kyat*). Voir p. 142 de M-S de VIENNE, «La Birmanie entre modernité et légitimité, à la recherche d'un nouveau roi Cakravartin», *Péninsule* 48, 2004 (1), pp. 137-156.

<sup>37</sup> Au point que la Banque mondiale se garde bien d'évaluer le PNB/PIB birman : <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/DATASTATISTICS/0,,contentMDK:20535285~menuPK:1390200~pagePK:64133150~piPK:64133175~theSitePK:239419,00.html>.

<sup>38</sup> Voir Denys LOMBARD & Jean AUBIN, eds., *Marchands et hommes d'affaires asiatiques dans l'océan Indien et la mer de Chine : 13<sup>e</sup>- 20<sup>e</sup> siècles*, Paris, E.H.E.S.S., 1988, 375 p. ; TOMASZ, Luis-Felipe, *Aquém e além da Taprobana. Estudos luso-orientais à memória de Jean Aubin e Denys Lombard*, Lisbonne, Centro da História de Além-Mar, Faculdade de Ciências Sociais e Humanas, Universidade Nova de Lisboa, 2002, 642 p.

<sup>39</sup> Voir CHAUDHURI, K.N., *Trade and civilization in the Indian Ocean ; an economic history from the rise of Islam by 1750*, Cambridge, Cambridge U.P., 1985, 269 p.

<sup>40</sup> Ambassadeur WIRYONO Sastrohandoyo, «Opening session», *Workshop on Chinese Indonesians, the way ahead*, Centre for the Study of the Chinese Southern Diaspora & Centre for Democratic Institutions, Canberra, Australian National University, 2/15/1999, etc.

<sup>41</sup> Michel BACKMAN, *Overseas Chinese business networks in Asia*, Canberra, Department of Foreign Affairs and Trade, East Asia Analytical Unit, 1995, 362 p.

<sup>42</sup> En Indonésie (à fin 2001), le ratio capitalisation boursière / PNB est de seulement 20,7%, contre 165% à Singapour et 178% en Malaysia (cf. BAPEPAM, *2002 annual report*, «The development of regional and Indonesia market», [http://www.bapepam.go.id/E\\_Profile/AR\\_2002/development.htm](http://www.bapepam.go.id/E_Profile/AR_2002/development.htm)). Et les Sino-indonésiens ne contrôlent évidemment pas 100% de celles de leurs sociétés qui sont cotées en bourse, puisqu'une partie des titres sont par définition aux mains du public (société anonyme se dit d'ailleurs en anglais *public society*). Voir M.-S. de VIENNE, « Chinois d'outre-mer ou 5<sup>e</sup> colonne ? Evaluation à l'orée du XXI<sup>e</sup> siècle », *Péninsule* 50, 2005 (1), pp. 5-40.

Traiter «d'islamiste» le Mouvement pour l'indépendance d'Aceh (*Gerakan Aceh Merdeka* ou GAM) (p. 194) est très largement simplificateur, le mouvement se voulant avant tout 'nationaliste' et dotée d'une direction à ce jour strictement 'laïque'<sup>43</sup>. Qualifier le Japon «d'Etat agraire empreint d'idéologie confucéenne»<sup>44</sup> est un tant soit peu réducteur au regard du maintien formel de la féodalité japonaise, certes, pacifiée, sous le shogounat (shogoun 將軍 signifie 'gouverneur militaire') des Tokugawa jusqu'à la fin de l'époque d'Edo (p. 187), même si le *bakufu* (幕府 *i.e.* gouvernement sous la tente) a instrumentalisé le confucianisme à des fins de contrôle des élites militaires. On regrette également que la gestion des échanges extérieurs japonais, pendant la période de «fermeture» (*sakoku* 鎖国 1638-1853), via les sas de Nagasaki (Hollandais et Chinois), Satsuma (Ryu-kyu) et Matsumae (Sakhaline et Kouriles) n'ait pas été évoquée ; ainsi que la mention 'Tôgoku' au lieu de Tôhoku (東北 Nord-Est) sur la carte p. 186, par ailleurs tout à fait pertinente.

Ces réserves une fois émises, l'on ne peut que louer l'ampleur du projet et recommander l'ouvrage pour sa partie contemporaine, notamment cartographique.

## 2. Cartographies historiques

**Thongchai WINICHAKUL, *Siam mapped, a history of the geo-body of a Nation*, 1<sup>ère</sup> éd., University of Hawai'i Press, 1994 ; rééd. Chiang Mai, Silkworm Books, 2004, 228 p. [silkworm@loxinfo.co.th]**

L'invention de la Nation a constitué en Thaïlande la forme de résistance ultime à l'Occident en élaborant un système commun de représentation à travers l'ostentation du Bouddhisme et de la Royauté. Mais pour que la communauté ne s'arrête pas à son imaginaire<sup>45</sup> et puisse prendre réellement corps, il a fallu constituer le territoire

<sup>43</sup> Avec toutes les réserves quant à l'utilisation de ce mot relativement à l'islam ; M.-S. de VIENNE, « Entretiens avec les deux principaux chefs politiques du GAM, Malik Mahmood et Hasan di Tiro », Stockholm, mai 2004 (non publié).

<sup>44</sup> Voir MARUYAMA, Masao, *Studies in the Intellectual History of Tokugawa Japan*, Translated by Mikiso HANE, Tokyo, University of Japan Press, 1974, 383 p. ; NOSCO, Peter, ed, *Confucianism and Tokugawa Culture*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 1997, 290 p. ; NAJITA, Tetsuo, *The intellectual foundation of modern Japanese politics*, Chicago, University of Chicago Press, 1974, 152 p. ; NAJITA, Tetsuo, *Vision of Virtue in Tokugawa Japan, the Kaitokudō Merchant Academy of Osaka*, Chicago, University of Chicago Press, 1987, 334 p. ; OOMS, Herman, *Tokugawa Ideology, Early Constructs, 1570-1680*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1985, 349 p. ; NAKANE, Chie, *Japanese society*, Tokyo, Charles E. Tuttle, 1984, 162 p. ; VARLEY, H. Paul, *Japanese culture*, University of Hawaii Press, 1984 (3<sup>e</sup> édition), 331 p.

<sup>45</sup> ANDERSON, Benedict, *Imagined communities: reflections on the origin and spread of nationalism*, nlle éd. révisée, London & New York, 2006, Verso, xv - 240 p.

siamois en «corps géographique». C'est à cette opération – préambule à l'accouchement de la modernité – que s'intéresse le présent ouvrage, dont l'objet outrepassé ainsi largement le champ de la cartographie historique. Sa réédition fait d'autant plus sens que la rébellion du Sud remet aujourd'hui en question les fondements mêmes de l'identité nationale.

À l'origine des représentations spatiales siamoises se trouve la cosmogonie bouddhique (*Traiphum*, les Trois Mondes), attribuant aux êtres humains une place spécifique sur la terre selon leurs mérites. Si des données matérielles peuvent ainsi être signalées (p. 27), l'espace figuré n'est pas pour autant une réalité géographique, mais la restitution en deux dimensions de ce que l'architecture palatine ou monastique traduit sous forme microcosmique en trois dimensions<sup>46</sup>. Il en va de même des représentations de pèlerinages bouddhiques, qui dessinent une géographie mythique dont certains éléments peuvent être d'authentiques relevés cartographiques, intégrant ainsi le savoir topographique à la cosmographie (carte 4). De fait, si la représentation du monde des hommes ne fait sens qu'intégrée au *Traiphum*, il existe des cartes segmentaires du territoire royal siamois, établies à des fins militaires (carte 5 ; voir également la recension suivante).

Sous le roi Mongkut, lequel s'intéresse en sus à l'astronomie, et en particulier au calcul des éclipses solaires, le terrain est ainsi préparé à l'accueil d'un savoir géographique à l'occidentale qui cantonne désormais la connaissance bouddhique au domaine spirituel. Il faut toutefois attendre 1892 pour que la géographie moderne, qui a entre temps emprunté la terminologie indigène (à commencer par la taxonomie – p. 59), ait droit de cité à l'école, alors même qu'apparaît le terme *prathet* : Nation. Encodée selon un unique modèle de projection mathématique (celui de Mercator), la carte moderne devient partie prenante d'une lecture géographique globale qui ne distingue les Nations qu'à proportion de ce qu'elles s'inscrivent à l'intérieur de frontières : de *géographique* la cartographie devient ainsi *politique*, la frontière séparant la Nation des Autres en même temps qu'elle en circonscrit la souveraineté.

Reste que le concept même de frontière n'est pas pertinent aux yeux des Siamois, au point qu'après plusieurs décennies de pourparlers avec les Britanniques installés en basse Birmanie, ils les laissent sans ciller délimiter le tracé de leur frontière sud (p. 63 *sq.*), jusqu'à l'avènement du roi Mongkut. Quant aux chefs locaux, ils en voient d'autant moins l'utilité à la fin du XIX<sup>e</sup> s. que certaines populations relèvent de plusieurs autorités quand d'autres ne sont soumises à aucune (p. 73). Il fallut bien toutefois traduire le mot «frontière» : si beaucoup de termes pouvaient signifier bordure, etc., il n'en existait aucun pour 'ligne de démarcation', le royaume se composant d'entités disjointes entrecoupées de zones boisées incontrôlées, où l'autorité s'exerçait sur des auréoles et non sur des bornages.

---

<sup>46</sup> HEINE-GUELDERN, Robert, *Conceptions of State and Kingship in Southeast Asia*, Ithaca, New York, Cornell University, Department of Far Eastern Studies, Southeast Asia Program, Data Paper n°18, 1956, 17 p.

La notion de souveraineté n'était pas davantage pertinente, le pouvoir reposant sur la subordination précaire – sur une base interpersonnelle – des souverains locaux au «Grand Roi», les tributaires constituant autant de royaumes distincts. En revanche la suzeraineté était signifiée symboliquement par l'envoi de présents cérémoniels : le tribut. Le Cambodge était ainsi sous double tutelle siamoise et annamite, quand les sultans malais alternaient les actes d'inféodation aux cours siamoises et birmanes au gré de la conjoncture, voire les effectuaient en synchronie. On ne saurait trouver de conceptions plus éloignées des vues des colonisateurs occidentaux qui cherchaient à toute force à étendre leur influence au moyen de traités délimitant précisément les territoires dont ils croyaient ainsi figer l'appartenance.

Relevant ainsi de souverainetés multiples (*songfaifa*), les plus petits royaumes constituaient autant de marges, à même de modifier leurs allégeances en fonction des contextes ; ainsi Kengtung, l'une des principautés du Sipsong Panna, relevait à la fois de suzerains birmans et chinois (Canton), et, à l'occasion, siamois ; à rebours, les dynamiques petits Etats kayah pouvaient requérir un tribut de certains des tributaires de Chiang Mai. Il en allait de même des chefferies situées le long du haut-Mékong, comme celle de Lai, qui, tout en restant sous l'autorité d'un seul principule, avait divisé son territoire en trois zones «fiscales» rendant chacune hommage à un suzerain différent – ce qui ne l'empêchait pas de gérer à son tour des tributaires, comme Thaeng (Dien Bien Phu), qu'elle partageait avec Hué et Luang Phrabang. Ces principautés ne devenaient des enjeux qu'en cas de conflits entre leurs différents suzerains. L'établissement d'une frontière à l'occidentale implique donc de partager ces zones de marge ; à cette fin, le Siam s'engagea dans une réforme administrative appuyée par une conquête militaire, remplaçant dans la plupart des cas les chefs locaux par des résidents et des responsables militaires siamois. L'arrivée des Britanniques en Haute-Birmanie posant le problème du statut des principautés Shan, Lü et Kayah, les deux parties demandèrent aux populations locales de qui elles relevaient, le tout aboutissant au tracé de la frontière en 1894. Mais avec la France, les relations furent conflictuelles d'entrée de jeu : au regard du précédent cambodgien, les troupes siamoises prirent possession des lignes de crête du futur Laos avant l'arrivée des Français, jusqu'à la confrontation à Paknam (p. 111).

Restait à cartographier la nouvelle configuration spatiale du royaume. Si les côtes siamoises avaient été dessinées par les Occidentaux dès la fin du XVI<sup>e</sup> s., l'intérieur du pays demeura plus ou moins *terra incognita* jusqu'au XIX<sup>e</sup> s., où les Britanniques (James Low, John Crawfurd, John Bowring...) relancèrent la cartographie, laquelle ne put toutefois préciser la nature de l'*hinterland* qu'avec l'expédition de Francis Garnier. Ce renouveau cartographique alla de pair avec l'intérêt de la cour de Mongkut pour la géographie, lequel se cristallisa en une expédition conduite par un Hollandais – concomitante de celle de Garnier – dont il ne reste aucune trace. L'élan cartographique siamois s'intensifia sous Chulalongkorn, la création d'infrastructures modernes nécessitant – autant que la délimitation de frontières – des relevés topographiques ; une première école formant à la cartographie fut créée en 1882. La cartographie permit de passer d'une gestion fondée sur les relations hiérarchiques

entre chefs traditionnels, à une administration territoriale : désormais, il fallait placer les localités sur une carte. Il s'ensuivit une série d'expéditions destinées prioritairement à cartographier le Laos, le Siam s'engageant dès lors dans une compétition géographique avec la France (McCarthy [carte 10] vs Pavie).

Deux cartes *politiques* siamoises furent ainsi publiées en 1897, après confrontation des relevés britanniques, siamois et français, donnant au Royaume un corps géographique. Si l'avènement de la cartographie signait la disparition des savoirs traditionnels en matière d'espace, elle devenait surtout l'instrument d'une projection dans l'avenir d'un royaume en cours de création, la carte anticipant la réalité spatiale. Le discours cartographique prit valeur de moule, dans lequel durent se couler les serviteurs de la Couronne, d'autant que le seul élément distinguant le Siam des Autres n'était pas de l'ordre de la culture, mais de l'espace « préservé de la colonisation » (p. 131) – promu élément primordial en écho des cultes aux génies du Sol. Le corps social du Royaume cédait ainsi la place au corps géographique, émanation du corps royal, la carte devenant le symbole de la Nation, alors même qu'un glissement sémantique transformait le mot *suprématie* (*ekkarat*) en « indépendance ».

En synchronie, la Carte accouchait de l'Histoire, c'est-à-dire d'une réécriture du passé restauratrice de la continuité mise à mal par le changement de grille de référence. L'événement fondateur de 1893 est ainsi lu comme l'attaque du « corps géographique » siamois par une puissance coloniale prédatrice (l'agneau indigène face au loup colonial), et non pas comme la compétition de deux pouvoirs expansionnistes pour le contrôle de marges jusque-là sous tutelles multiples. Avec le triomphe du Nationalisme sur la Monarchie en 1935, la cartographie devient historique, c'est-à-dire fondatrice d'une revendication territoriale (carte 13) restauratrice d'un corps géographique immémorial, appuyée par les pièces historiques de Luang Wichit. En montrant le potentiel menaçant des Autres, la carte justifie la sauvegarde de l'identité nationale : en Thaïlande, la Nation est ainsi une construction cartographique réitérative...

À lire cette brève recension, on comprendra ainsi que ce petit ouvrage est fondamental en ce qu'il démontre que la plupart des lectures historiques de la Thaïlande – et, par-delà, de la Péninsule – sont des anachronismes, projetant rétroactivement l'image contemporaine des Etats sur un passé dont ils étaient absents : comment parler de Viêt-Nam, de Birmanie, de Laos ou d'Indonésie au XVII<sup>e</sup> siècle ? Par ailleurs, l'on ne saurait trop en louer la rigueur démonstrative, trop rare dans nos études, et notamment dans un certain nombre de travaux anglo-saxons.

**Narisa CHAKRABONGSE, Henry GUINSBURG, Santanee PHASUK & Dawn F. ROONEY, *Siam in Trade and War, Royal Maps of the Nineteenth century*, Bangkok, River books, 2006, 88 p. [Coordonnées : riverps@ksc.th.com ; www.riverbooksbk.com]**

Ce beau livre rassemble les principales pièces de l'exposition organisée en 2006 par la fondation James Thompson autour de 17 cartes des XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> s. retrouvées en 1995 dans la Maison de la Princesse Abhantri Paja, au Grand Palais de Bangkok. Il présente ainsi l'un des très rares exemples de cartes indigènes en Péninsule, où les représentations spatiales sont le plus souvent liées à la cosmogonie traditionnelle (p. 59), d'autant plus remarquables qu'elles couvrent un espace qui s'étend du golfe de Martaban au Japon et à la Corée. Un premier groupe de 7 cartes décrit le Siam péninsulaire ; 8 autres représentent les territoires des feudataires laotiens et khmers ; enfin les deux dernières sont consacrées à la région de Canton et aux côtes de l'Asie orientale.

Fondateur d'une réappropriation de l'espace au sortir des destructions birmanes alors même que les Britanniques étendent leur présence aux *limes* du Royaume (basse Birmanie, Penang, Singapour...) et envoient Crawford cartographier la région (p. 19), l'acte topographique révèle ainsi une double finalité directement inspirée de la tradition ayuthienne. Défensive d'abord, puisque les cartes de la Péninsule sont autant de cartes d'état-major («route royale pour attaquer Wangpor», p. 18...), signalant les avant-postes birmanes, etc. ; commerciale ensuite, plusieurs cartes notant la présence des jonques (p. 57), quand d'autres – tracées à partir de la mer conformément à la tradition chinoise – constituent des routiers où figurent les côtes et les voies navigables (grande carte de la Chine, p. 54 *sq.* ; du Guangdong, p. 60 ; de l'Asie orientale...). Qu'il nous soit permis de penser que pour que ces cartes aient été ainsi regroupées et entreposées au Palais, leur collection et leur préservation n'avaient rien de fortuit : elles rassemblent un savoir stratégique nécessaire à la préservation de l'Etat royal face aux ambitions prédatrices occidentales. L'ouvrage présente en sus une belle collection d'armes cérémonielles et de chemises talismaniques ornées de diagrammes magiques (*yantra*) protecteurs, utilisées jusqu'à ce jour, ainsi qu'une série de porcelaines chinoises d'époque Qing, bleu et blanc et polychromes, destinées au marché siamois.

Il faut toutefois signaler une erreur de datation p. 62 : le «Quai des 13 Compagnies» à Canton existait bien avant 1815, puisque – contrairement aux idées reçues et à ce que semble mentionner ladite carte – ce toponyme renvoie non pas aux établissements occidentaux, mais aux treize compagnies chinoises qui s'associèrent en 1720 pour former une guilde spécialisée dans le commerce avec les Européens, donnant leur nom au quai où furent – ensuite – construites les factoreries occidentales : Charles de Constant le mentionne ainsi dans sa lettre de Canton du 26

septembre 1789<sup>47</sup>. Ce qui remet en question la datation de cette carte du Guangdong, qui a pu être tracée sur une période d'un demi-siècle allant de la fondation de la dynastie Chakri (1782) à la fermeture des factoreries en 1839<sup>48</sup> ; des recherches complémentaires sont donc nécessaires pour en resserrer la chronologie. On est par ailleurs surpris que le cartographe siamois ait omis les drapeaux devant les loges occidentales, quand des fanions sont placés devant les bâtiments chinois : comme les loges n'arboraient pas de drapeaux aux couleurs nationales en l'absence de leurs titulaires, l'une des explications pourrait être que les informateurs du dessinateur se sont rendus à Canton pendant les six mois de morte saison, que les Occidentaux passaient à Macao.

**Frédéric DURAND, *Timor : 1250-2005, 750 ans de cartographie et de voyages*, Toulouse, Editions Arkuiris & Bangkok, IRASEC, 2006, 520 p. [Editions Arkuiris EspaceAsie – 13 rue des Pervenches 31500 Toulouse]**

L'indépendance chèrement acquise de Timor-Leste en mai 2002, jusqu'alors surtout connu pour sa résistance à près de trois décennies d'occupation indonésienne, a suscité un regain d'intérêt des scientifiques occidentaux. Frédéric Durand n'en est ainsi plus à son coup d'essai sur le dossier timorais<sup>49</sup> : auteur d'un magistral atlas de Timor oriental<sup>50</sup>, il fait partie des rares chercheurs français (avec Gabriel Defert<sup>51</sup>) à y travailler depuis une dizaine d'années, auxquels il faut ajouter quelques politologues portugais (António Barbedo de Magalhães<sup>52</sup>, Mario Lemos Pires<sup>53</sup>), américains (Peter Carey et G.C. Bentley<sup>54</sup>) et australiens (Bill Nicol<sup>55</sup>, James Dunn<sup>56</sup> ; Sarah Niner<sup>57</sup> et Rowena Lennox<sup>58</sup>).

<sup>47</sup> Voir VIENNE, Marie-Sybille (de), *La Chine au déclin des Lumières, l'expérience de Charles de Constant, négociant des loges de Canton*, Paris, Honoré Champion, 2004, 565 p., p. 355.

<sup>48</sup> Voir p. 58 de VIENNE, Marie-Sybille (de), «Les comptoirs d'Asie orientale. Carnet de voyage à l'orée du XXI<sup>e</sup> siècle», *Péninsule* 41, pp. 52-96.

<sup>49</sup> «Timor Lorosa'e, la déstructuration d'un territoire», [in] *Lusotopie : les défis de l'indépendance*, Paris, Karthala, 2001, pp. 215-232 ; *Catholicisme et protestantisme dans l'île de Timor 1556-2003, construction d'une identité chrétienne et engagement politique contemporain*, Toulouse, Arkuiris & Bangkok, IRASEC, 2004, 240 p.

<sup>50</sup> *Timor Lorosa'e, pays au carrefour de l'Asie et du Pacifique, un atlas géo-historique*, Champs-sur-Marne, P.U. de Marne-la-Vallée, Bangkok, IRASEC, 2002, 206 p.

<sup>51</sup> *Timor-Est, le génocide oublié*, Paris, L'Harmattan, 1992, 323 p.

<sup>52</sup> *East Timor: Land of Hope*, Porto, President's Office Oporto University, 1992, 194 p.

<sup>53</sup> *Decolonização de Timor, Missão Impossível ?*, Lisbonne, Publicações Dom Quixote, 3<sup>e</sup> éd. 1994, 461 p.

<sup>54</sup> Éditeurs de *East Timor at the crossroads : the Forging of a Nation*, New-York, Social Science Council, 1995, xx-259 p.

<sup>55</sup> *Timor, the Still-born Nation*, Melbourne, Visa Book, 1978 ix-328 p.

<sup>56</sup> *Timor : a People betrayed*, Milton (Queensland), The Jacaranda Press, 1983, 402 p.

Reposant sur la compilation d'un corpus documentaire narratif et cartographique généré par les voyageurs – occidentaux pour l'essentiel – depuis la découverte de l'île par les Arabes au XIII<sup>e</sup> s., le présent ouvrage s'inscrit à l'opposé des lectures de politologie contemporaine des dernières décennies en attestant d'un nœud 'géopolitique' timorais largement antérieur à la constitution des Etats modernes. Après une brève présentation (ch. 1) des populations (une vingtaine d'ethnies tournant le dos à la mer, dispersées sur une île traditionnellement représentée sous la forme d'un crocodile), l'ouvrage suit *grosso modo* l'énoncé chronologique des sources que l'on peut restituer en cinq grandes étapes : 1°) les premiers découvreurs (ch. 2-7) ; 2°) l'ère des Compagnies (ch. 8-13) ; 3°) les grandes expéditions (ch. 14-16) ; 4°) le temps des Scientifiques et des Sportifs (ch. 17-24) ; 5°) l'irruption du Politique (ch. 25-28) ; un dernier chapitre renvoie enfin le lecteur à l'imaginaire occidental.

L'insertion de Timor dans les réseaux marchands eurasiatiques est attestée dès le XIII<sup>e</sup> s., d'abord dans les géographies chinoises (*Shun Feng Xiang Song* 顺风相送<sup>57</sup>) et arabes (Ibn Battuta), qui mentionnent ses forêts de santal, puis dans le *Nāgara Kertāgama* javanais, qui la cite parmi les tributaires de Majapahit ; enfin dans des routiers arabes de la fin du XIV<sup>e</sup> s., où le toponyme désigne l'ensemble des îles situées à l'est de Java. La cartographie se précise ensuite avec l'expédition de Magellan, qui y fait escale, à ceci près que si son recenseur, l'italien Pigafetta, reconnaît bien l'île pour elle-même, il lui attribue une forme triangulaire. Il faut en effet attendre la deuxième moitié du XVI<sup>e</sup> s. pour que le schéma général de l'Insulinde se précise, d'abord avec Mercator (1569), relayé par le Portugais Joan Martines (1587) et les Hollandais Sgrooten (c. 1588) et Linschoten (1595) ; puis avec le métis portugais-makassar Manuel Godinho de Erédia (1602/15), qui ne repère pas moins de 54 sites sur l'île de Timor. La généralisation de la rivalité lusitano-hollandaise au XVII<sup>e</sup> s. faisant de l'île un enjeu, autant pour son santal que pour sa proximité des voies maritimes desservant les Moluques, la V.O.C. s'empare du fort portugais voisin de Solor et débarque à Kupang où elle ouvre un comptoir permanent en 1636 ; il s'ensuit une première série de notations ethnographiques par le capitaine (suisse) Ripon (1626). Et surtout les Hollandais se lancent dans de vastes entreprises cartographiques (Willem Blauwe, Hessel Gerritsz, etc.), fondées sur les relevés de marine, qui doivent leur permettre de prendre le contrôle des voies maritimes sud-est asiatiques. Ce qui n'empêche pas Timor de leur échapper avec le retour des Portugais dans sa partie occidentale au tournant des années 1660, lequel relance la cartographie lusitanienne de la zone (A. Pereira dos Reis, 1659 ; F. Vieira de Figueiredo, 1663,

<sup>57</sup> *To resist is to win ! The autobiography of Xanana Gusmao*, Victoria, Aurora Books, 2000, XVI-256 p.

<sup>58</sup> *Fighting Spirit of East Timor, The Life of Martinho da Costa Lopes*, London & New York, Zed Books, 2000, XXVII-260 p.

<sup>59</sup> Ce qui pourrait se traduire comme suit : «En compagnie des bons vents», et désigne un manuel d'instructions nautiques du début du XV<sup>e</sup> siècle.

etc.). Toutefois, l'avance des Bataves en matière de cartographie – il faut dire qu'ils disposent de moyens financiers largement supérieurs à ceux du vice-roi de Goa – est telle que les Portugais se mettent à leur école.

Le vent tourne à la fin du XVII<sup>e</sup> s. avec l'irruption des Britanniques dans les eaux timoraises, qui confirme le déclin de l'entreprise lusitanienne : William Dampier (1699-1700) confronte les données géographiques portugaises et hollandaises ; A. Hamilton (1703) relate les guerres entre Portugais et «Portugais noirs» ; Richard Pinnell évoque les difficultés du commerce du santal... Et surtout certaines chefferies indigènes se coagulent à l'invitation de chefs «portugais noirs» pour affronter la Couronne portugaise en 1726. Un quart de siècle plus tard, la V.O.C. (1749) retourne la situation à son profit, battant à plate couture les 'rebelles' pour ensuite rallier une partie des chefs coutumiers ; le tout autorisant une découverte de l'intérieur de l'île – resté jusqu'alors *terra incognita* comme l'atteste la carte de Valentijn (1726) – et donc un renouveau de sa cartographie en 1757. C'est alors qu'arrivent les Français, Pierre Poivre en personne (1755), puis Etienne de Rosily (1772). Pour autant, Timor semble désormais de peu d'intérêt, ignorée des 'grandes expéditions' de Bougainville, Cook ou La Pérouse, ce qui ne l'empêche pas d'accueillir l'infortuné capitaine du *Bounty*, William Bligh en 1789, puis – par une ironie du sort – Edward Edwards, qui a fait naufrage après avoir récupéré une dizaine de mutins du *Bounty* à Tahiti.

Fin XVIII<sup>e</sup> s., les prémisses de l'aventure australienne confèrent à Timor un regain d'attention : l'américain Amasa Delano y séjourne quatre mois en 1791 ; N. Baudin, parti explorer les côtes australiennes, y soigne ses fièvres d'août à novembre 1801, avant d'y revenir en 1803, talonné par son rival britannique Matthew Flinders, qui dresse les contours de l'île avec une précision jusque-là inégalée en novembre de la même année. Signe de notoriété, l'île est intégrée aux pérégrinations insulindiennes de l'hydrographe français C.F. Tombe – qui ne s'y est pourtant jamais rendu –, et surtout abondamment décrite dans la relation du français Louis-Claude de Freycinet, publiée en 1815 d'après les notes de l'expédition Baudin à laquelle il a lui-même participé. Freycinet (cette fois accompagné de son épouse Rose) y retourne en 1818 à la tête d'une mission scientifique, qui bénéficie des services de deux dessinateurs de talent, Jacques Arago et Alphonse Pellion. Timor y apparaît comme richement dotée au plan végétal, mais infestée de reptiles et très faiblement occidentalisée ; le comptoir hollandais, Kupang, compte 1500 habitants, dont 300 Chinois, quelques Malais et un millier d'esclaves... Le second de Freycinet, Louis-Isidore Duperrey relève ensuite le tracé de la côte nord lors d'un passage au large de l'île en 1823. Un dernier explorateur français y fait escale, sans guère l'apprécier, en 1840 : J. Dumont d'Urville en route vers l'Antarctique. Mais ce sont surtout les Britanniques qui s'engouffrent dans la brèche : Phillip P. King (1818/19) ; Georges Grey (1838) ; et John L. Stokes (1840/41). Et avec eux, les baleiniers anglo-saxons, l'île se trouvant au croisement des itinéraires des trois variétés de cétacés, cachalots, baleines à bosse et rorquals ; parmi ces derniers témoignages, on peut retenir celui de F. D. Bennett (1836, à l'apogée du trafic).

Dans la foulée, Timor attire d'autres scientifiques, singulièrement des naturalistes, néerlandais (C.G. Reinwardt, 1821/22 ; A. Zippelius 1828 ; C. Temminck, c. 1840) ; allemand (Eduard von Martens, 1862/63) ; et surtout britanniques, avec J.B. Jukes (1844), le célèbre Alfred R. Wallace (1857/59/1861) ; et les époux Forbes (1883). A la fin du siècle (1890), un premier anthropologue tente de classer les populations, le Néerlandais Herman Ten Kate.

En synchronie, les Occidentaux entreprennent de coloniser Timor, sur fond de rivalité hollando-portugaise : les premiers fondent la résidence administrative de Kupang en 1848 ; les seconds rattachent directement leur établissement (avec Solor) à la Couronne portugaise en 1850. Un traité fixe ensuite les frontières entre les deux empires en 1859. Mais l'essentiel reste à faire : contrôler le territoire, ce qui allait s'avérer une gageure au vu de la pulvérisation des chefferies timoraises, et mobiliser à part égale la poliorcétique et la cartographie – en commençant par la topographie (p. 294 *sq.*). A la veille de la première guerre mondiale, les Portugais ont réussi à pacifier peu ou prou le territoire qui leur a été reconnu par le nouveau traité de 1904 quand les Hollandais entretiennent encore 26 brigades d'infanterie. Aussi la première cartographie exhaustive de l'île est-elle portugaise, suivie d'une série de cartes d'infrastructure attestant de l'ébauche d'un véritable projet économique.

Mais l'aventure change de nature : de coloniale, elle devient humaine ou sportive. Alain Gerbault effectue un tour du monde à la voile en solitaire (1923/29) et s'arrête quelques jours à Timor (Kupang) ; après dix ans de navigation en Polynésie, il mourra à Dili en 1941. Autres exploits, l'établissement de la liaison aérienne entre le Royaume-Uni et l'Australie : les frères Smith atterrissent à Timor en 1919, suivis par R. Parer et J. McIntosh, etc. ; des aviatrices comme Amy Johnson (1929) ou Amelia Earhart (1939) reprennent ensuite le flambeau. La paix revenue, des émules de Gerbault tentent à leur tour les passages des petites îles de la Sonde : Annie et Louis van de Wiele, qui restent au large de Timor (1952) ; Marcel Bardiaux (1954/55) ; Bernard Gorsky (1956)... En synchronie, la photographie aérienne (prélude aux images satellite) renouvelle la cartographie timoraise, d'abord sous l'impulsion des Américains pour la partie hollandaise à la fin des années 1940, puis des Portugais pour la partie orientale à la fin des années 1960. Mais si les stigmates de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale sont encore bien visibles à Kupang dix ans après la cessation des hostilités (Fred Blanchot), le temps semble s'être arrêté dans le reste de l'île, comme le notait déjà l'américain Stuart St Clair à la fin des années 1930.

Il faudra attendre la décolonisation pour plonger Timor dans le cours tumultueux de la 'modernité'... Intégrée à l'Indonésie, Timor-ouest fait peu parler d'elle en dehors des travaux de l'anthropologue H.G. Schulte-Nordholt sur la cosmogonie *Atoni*. Mais sa partie orientale, promue territoire portugais d'outre-mer, reçoit pour la première fois la visite d'un officiel métropolitain de haut rang, le ministre de l'Outre-mer Barradas de Oliveira. Elle attire alors des scientifiques travaillant dans le domaine du développement, comme le géographe H.A. Esteves Felgas (1956) ou l'agronome Ruy Cinatti, que sa confrontation *in situ* avec l'administration portugaise des années 1950

réoriente vers l'anthropologie, singulièrement l'architecture traditionnelle<sup>60</sup>. Et bon nombre d'ethnologues portugais (Henri et Maria Campagnolo...), australiens (Margaret King à Timor Est ; J. Fox et Andrew McWilliam à Timor Ouest) et français (L. Berthe, B. Renard-Clamagirand, etc.). Sans parler des géologues spécialisés sur les questions pétrolières (comme ceux de l'Institut français du Pétrole), qui reprennent les prospections d'entre les deux guerres. Deux hurluberlus américains, Helen et Frank Schreider, parcourent même les petites îles de la Sonde en jeep amphibie en 1961. Mais les menaces s'accroissent côté indonésien (incursions dans l'enclave d'Oecussi en 1966, etc.), et ce n'est pas une nouvelle visite ministérielle qui peut calmer le jeu en 1974 : une courte guerre civile éclate en août 1975, le temps de repousser les autorités portugaises sur l'île d'Atauro en face de Dili (administrativement également timoraise), puis l'Indonésie envahit le territoire en décembre.

*Realpolitik* oblige, les services de l'armée américaine publient huit mois plus tard une série de cartes entérinant l'annexion. De son côté, l'armée indonésienne 'relocalise' une bonne partie de la population du territoire dans des camps, version locale des hameaux stratégiques, et à cette fin multiplie les cartes d'état-major, lesquelles gagnent en précision avec le temps. La faction armée du *Fretilin* de Xanana Gusmão (l'actuel chef de l'Etat) fait de même, mais à l'économie. La visite du pape Jean-Paul II à Dili en 1989 ouvre une première brèche sur la situation timoraise aux journalistes ; le massacre de Santa Cruz en 1991 (l'armée indonésienne tire sur la foule, faisant plus de 200 morts) commence ensuite à mobiliser l'opinion internationale ; la forte médiatisation des affrontements et exactions consécutifs au référendum de 1999 fait le reste. Autant d'événements qui génèrent de nouveaux élans cartographiques, tant de la part des forces d'occupation que des forces d'intervention multilatérales. L'accession à l'indépendance en 2002 relance conjointement le relevé des zones maritimes potentiellement pétrolifères et le tourisme d'aventure version *Lonely Planet*. Entre temps, Timor a franchi une étape dans l'investissement de l'imaginaire occidental : l'île a intégré la bande dessinée...

On comprendra aisément à la lecture de cette brève recension que Frédéric Durand a brassé une masse considérable d'informations : l'ouvrage comprend 231 figures et illustrations (dont quelque 140 cartes, pour la plupart redessinées ; plusieurs dizaines de croquis, etc.) ; et une soixantaine de photographies, ce qui suffirait à le constituer en référence. Mais surtout F. Durand s'est livré à un laborieux et fructueux exercice de synthèse, fondé sur une méthodologie novatrice croisant deux registres de représentation, cartographique et littéraire. On réalise au fil des pages qu'il a fallu quatre siècles pour tracer précisément les contours de l'île (voir le tableau p. 475), et un demi-siècle de plus pour en saisir toute la topographie montagneuse. Les populations, elles, se sont avérées encore plus difficiles à appréhender dans les termes de l'anthropologie qui semble n'en être, ici, qu'à ses débuts. Ce que révèlent,

---

<sup>60</sup> *Arquitectura Timorensis*, Lisboa, Instituto de Investigaçã Científica Tropical, Museu de Ethnologia, 1987, 232 p., etc.

*a contrario*, les récits des voyageurs, c'est la faiblesse d'une imprégnation occidentale qui au fil des siècles a tout au plus produit une élite lusitophone sans réussir à changer les modes de vie : 40% seulement de catholiques en 1975, mais combien d'animistes ? Comme l'écrivait Margaret King au début des années 1960 (p. 370), «les Timorais sont intensément conservateurs...». Reste aujourd'hui à reconstruire le lien social au terme de trente ans de guerre civile. Souhaitons que cet ouvrage soit un jour traduit en portugais pour permettre aux Timorais orientaux de se réapproprier leur histoire.

## 2. BILANS CARTOGRAPHIQUES

**Doryane KERMEL-TORRES, éd., *Atlas de Thaïlande, structures spatiales et développement*, Paris, CNRS-Libergo - La Documentation Française - IRD, 2006, 207 p.**

Le présent ouvrage s'inscrit dans le prolongement de deux séries de travaux cartographiques consacrés à la péninsule sud-est asiatique, Viêt-Nam (1994)<sup>61</sup>, puis Laos (2000)<sup>62</sup>. Il comble ainsi une lacune de la documentation d'ordre géographique en langue occidentale relative à la Thaïlande, puisque le dernier travail d'envergure (dirigé par Jürgen Bollmann<sup>63</sup>) remontait à la fin des années 1980. Piloté par Doryane Kermel-Torres, de l'Institut de recherche pour le développement (IRD), il regroupe les contributions d'une douzaine de chercheurs – dont deux thaïlandais – qui se sont le plus souvent réunis à deux ou trois. La démarche consiste à rendre compte de l'élaboration de la structuration spatiale de la Thaïlande en croisant deux grilles de lecture, nationale et locale ; au regard des bouleversements induits par la dernière crise monétaire et financière, l'analyse s'arrête le plus souvent à 1997.

L'atlas s'organise en neuf chapitres ; les trois premiers (40% des pages) présentent les grandes lignes du cadre national, de l'insertion régionale aux principales infrastructures ; les trois suivants (40% également) analysent les principaux secteurs productifs ; les chapitres 7 et 8 (15% des p.) sont consacrés à trois régions (Bangkok, le Nord-Est et le Sud) ; le dernier chapitre délivre des éléments de bilan social. Une annexe méthodologique et bibliographique complète enfin l'ouvrage.

<sup>61</sup> VU Tu Lap & TAILLARD, Christian, *Atlas du Viêt-Nam, Atlas Viet Nam, An Atlas of Vietnam*. Paris, Reclus - La Documentation Française, 1994, 421 p. ; c.r. *Péninsule* n° 29, 1994 (2), pp. 201-202 (M.-S. de VIENNE).

<sup>62</sup> TAILLARD Christian & Bounthavy SISOUPHANTHONG, *L'Atlas de la République Démocratique Populaire Lao: les structures territoriales du développement économique et social*, Paris, La Documentation Française-Reclus, 2000, 299 cartes, 160 p.

<sup>63</sup> *Thailand in maps: application of the mapping system THEMAK 2 to atlas cartography*, Berlin, Freie Universität Berlin, Fachbereich Geowissenschaften, Fachrichtung Kartographie, 1988, 113 p., ill., cartes (quelques-unes en couleur), in-4°.

La Thaïlande se révèle partie prenante d'un 'système monde' : non pas tant au niveau des investissements directs étrangers (IDE) qu'elle accueille sur son sol (de l'ordre de la quinzaine de milliards \$) que de ses échanges, qui sont passés de 50% du PIB au cours des années 1980 à 70% dans la première moitié des années 1990 ; sans compter un tourisme qui la situe au 3<sup>e</sup> rang des destinations asiatiques. Ce dernier a été porté par le développement du trafic aérien, qui a fait de Bangkok une plaque tournante (pl. 54), et a doté la Thaïlande de trois autres aéroports internationaux, Chiang Mai, Phuket et Hat Yai. Ces divers flux de marchandises, de capitaux et de personnes – auxquels l'Asie orientale (et de manière marginale l'Asie du Sud) contribuent à hauteur de 60 à 80% (pl. 1-2) – attestent son insertion régionale. L'étude des flux migratoires originaires de Thaïlande corrobore la lecture, puisqu'ils sont majoritairement destinés aux pays les plus développés de la zone (hors Japon, pl. 3), ce qui n'empêche pas le royaume de réceptionner une forte immigration (en grande majorité illégale) en provenance de ses voisins les plus pauvres : son indice de développement humain (IDH, pl. 4) le place au 2<sup>e</sup> rang dans la zone, après les pays industrialisés (Japon, Corée du Sud, Singapour...). Aussi la Thaïlande participe activement aux diverses instances régionales (pl. 5), caractérisées pour la plupart par leur dimension économique : ASEAN, APEC, Commission du Mékong, etc. Reste qu'au regard de la structure de leur PIB, les pays fondateurs de l'ASEAN (hors Singapour) et la Corée du Sud se situent surtout dans un rapport de concurrence, ce qui laisse planer le doute sur le devenir de ces mêmes instances. Partie prenante du réseau de mégalopoles le plus dense du monde, Bangkok bénéficie toutefois d'une position articulatoire entre le nœud maritime singapourien et les voies terrestres péninsulaires, d'autant que les communications à l'intérieur de la Thaïlande y sont facilitées par le relief (la moitié du territoire est à moins de 200 m d'altitude, pl. 7).

Majoritairement rurale, la Thaïlande abrite plusieurs dizaines d'ethnies dont la diversité est atténuée par la prépondérance de la famille Tai-Kadaï (plus de 70% de la population) et l'identification au bouddhisme theravada (plus de 80%). Majoritaires dans le Sud, totalisant 11% de la population métropolitaine, les Musulmans représentent entre 4 et 10% de la population ; la minorité chrétienne n'est significative que chez les montagnards et à Sakon Nakhon, mais dispose d'institutions clés en matière d'éducation et de santé. Quant aux Chinois, ils se concentrent dans le delta de la Menam et, à des niveaux moindres, dans le Sud (pl. 10-12). La population est répartie de manière relativement équilibrée (pl. 13), car la dynamique de peuplement résulte de l'avancée du front agricole (forte croissance démographique du pourtour de la plaine centrale) et de l'attraction de la région métropolitaine de Bangkok. Le déclin de la fécondité a été particulièrement rapide depuis les années 1980 (1,3 enfant/femme en 1996), à l'exception du Sud et du Nord-Est, aux plus fortes densités rurales. Sur les deux dernières décennies, la population urbaine a crû deux fois plus vite que la population rurale : en 2000, Bangkok et les 5 provinces limitrophes totalisaient ainsi la moitié de la population urbaine du pays ; la répartition spatiale des villes de 2<sup>e</sup> rang est fonction des axes routiers et de leur

distance à la capitale (pl. 15-16). Les migrations interrégionales (pl. 17-19) se sont accélérées après 1980, avec l'abandon des fronts pionniers au profit de Bangkok et des provinces limitrophes, relayées, au Sud-Est, par Rayong, Chanthaburi et Trat ; et au bord de la plaine centrale, par Kanchanaburi, Kamphaeng Phet et Petchabun.

Ces transformations ne sont que la phase ultime d'une série de recompositions, territoriales des marges du royaume siamois, d'abord sous la pression des voisins birmans et chinois, puis des puissances coloniales : à la fin du XIX<sup>e</sup> s., si le Lanxang et les provinces khmères de Siem Reap et Battambang sortent de l'orbite siamoise, le royaume conserve l'essentiel du Lan Na et se voit reconnaître la possession de l'est du plateau de Korat. La domination siamoise sur les marges de la plaine centrale désormais acquise, elle est soutenue par le développement d'un schéma de transport radial à partir de Bangkok (pl. 24 & 54), et le remplacement du traditionnel modèle administratif galactique par un maillage territorial homogène (*monthon*) (pl. 20-21) : 76 provinces (pl. 9, dont 7 de création récente), sub-divisées depuis 1947 en districts (*amphoe / khet*), lesquels constituent l'élément pivot de la mise en valeur du territoire, à leur tour fractionnés en *tambon* (pl. 22). Il faut toutefois attendre les années 1980 pour le développement d'axes routiers transversaux, et la construction de plusieurs ports en eau profonde à même de désengorger Bangkok (pl. 24). Malgré une série de découvertes *offshore*, l'approvisionnement énergétique de la Thaïlande – où 98% des villages sont raccordés au réseau électrique – reste largement dépendant de l'étranger, que ce soit en matière d'hydrocarbures ou d'électricité (pl. 25).

Sur les trois dernières décennies, les infrastructures sociales se sont fortement développées, et en premier lieu la couverture de santé. Mais l'enseignement primaire continue d'absorber la moitié du budget de l'éducation ; le réseau postal demeure sous-développé, tout comme la téléphonie fixe, en particulier dans l'ouest du pays ; et la situation est encore plus sévère en matière d'adduction d'eau (pl. 27-29).

La déforestation (pl. 23 & 31), singulièrement l'exploitation du teck, a ouvert la voie à une mise en valeur agricole touchant d'abord le Nord-Est (qui perd 60% de son couvert forestier entre 1973 et 1995), puis le Nord et l'Ouest. Devant les conséquences environnementales, la révocation des concessions (1989) a été suivie de la création de 'réserves forestières'. À ce jour, et même si elle ne contribue qu'à 10% du PIB, l'agriculture fait encore vivre la moitié de la population (pl. 30) : au Sud prédominent les cultures industrielles, alors que c'est dans le Nord-Est que la part des ménages travaillant dans l'agriculture est la plus élevée. 23% des terres cultivables sont irriguées (pl. 32), mais très inégalement réparties ; les barrages de la plaine centrale autorisent une riziculture intensive (17% des surfaces, 30% de la production en valeur, pl. 33), le Nord-Est constituant la première région agricole avec 40% de la production. 40% de la production agricole est exportée, pour moitié vers l'Asie orientale. De fait, les cultures se sont diversifiées, avec le développement du manioc (pl. 35), majoritairement dans le Nord-Est ; et de la canne à sucre (pl. 34), dans le triangle Ratchaburi – Suphanburi – Kanchanaburi, productions dont respectivement les deux tiers et les trois quarts sont exportés. La Thaïlande est devenue le premier exportateur mondial de caoutchouc (pl. 36). L'élevage (porcs et

volailles) est concentré autour de Bangkok, la crevetteculture (pl. 38) se répartissant entre les régions côtières de l'Est et du Sud. Le maïs, le haricot mungo et le soja (pl. 37) sont essentiellement destinés au marché intérieur. Bref le paysage agricole demeure nettement contrasté, avec une quasi-absence de rizières au Sud et la forte diversification des cultures dans le Nord-Est.

Pour autant, la Thaïlande est désormais un pays largement industrialisé : entre 1980 et 2000, l'industrie (mines incluses) est passée de 24 à près de 40% du PIB, concentrée dans la région de Bangkok (la capitale et les 5 provinces avoisinantes) et la zone industrielle d'*Eastern Seaboard*. Le tissu manufacturier est à hauteur de 90% formé de PMI, les plus grosses entreprises se trouvant à *Eastern Seaboard*. En province, les entreprises sont pour l'essentiel de taille moyenne (de 100 à 499 salariés), le Nord-Est apparaissant comme sous-industrialisé à l'exception de l'axe Bangkok / Nakhom Ratchasima / Nongkhai (pl. 41 & 42). De fait, les entreprises subventionnées par le bureau des investissements (BOI, pl. 43) – dont 40% dans l'électronique, suivi par l'agro-industrie et le textile – se situent le long d'un axe nord-sud, de Chiangmai à Songkhla, et demeurent de petite taille (quelque 30 millions de \$ de capital en moyenne<sup>64</sup> pour les plus importantes, pl. 43). Les entreprises agro-industrielles et mécaniques sont les mieux réparties sur le territoire ; le textile privilégie la région de Bangkok et deux pôles secondaires, Nakhon Ratchasima et Chiangmai ; l'électronique et la chimie restent concentrés sur la capitale et sur *Eastern Seaboard* (pl. 44-47) ; l'automobile (en particulier les composants, exportés aux deux tiers vers l'Asie orientale), sur *Eastern Seaboard*. La diversification industrielle s'est donc accompagnée d'une spécialisation, qui s'accroît au fur à mesure que l'on s'éloigne de Bangkok (pl. 49).

Le tertiaire a subi de plein fouet la crise de 1997, qui s'est soldée par l'effondrement des secteurs les plus spéculatifs, la construction et la finance, dont le poids a été divisé par 2,5 (pl. 50). Les services génèrent 70% du PIB de la capitale (qui concentre l'activité de l'immobilier, de la finance et des communications), Chiang Mai constituant un pôle de 2<sup>e</sup> rang. Le commerce et la construction sont les mieux répartis sur l'ensemble du territoire. L'hôtellerie se concentre sur trois points, Bangkok (qui reste la première destination touristique) ; les plages de trois des provinces du Sud, Phuket, Surat Thani et Songkhla ; et Chiang Mai, le Nord-Est souffrant de sa faible capacité hôtelière malgré l'intérêt suscité par ses sites archéologiques (pl. 51-53). La qualité du réseau routier a soutenu le développement du trafic de marchandises, dont la majeure partie se déroule dans la moitié sud de la plaine centrale, autour de Bangkok et d'*Eastern Seaboard* (pl. 55-56). Bref, en matière d'équipements tertiaires (publics et privés), le Nord-Est demeure largement défavorisé, suivi par le Sud.

Trois lectures régionales permettent de contraster plus avant ces schémas de développement. Tout d'abord Bangkok, dont l'essor a été stimulé par la proximité

---

<sup>64</sup> Au taux de change moyenne annuel de 1996 (FMI, taux *rf*).

d'infrastructures portuaires et aéroportuaires d'envergure internationale (pl. 58). Les quartiers d'affaires se sont construits autour des grands axes, alors que les usines continuent de côtoyer les habitations dans les zones ayant conservé leur structure traditionnelle ; les rues se sont développées de manière anarchique, la trame viaire ne représentant que 6 à 7% de la surface urbanisée (pl. 60-61). Par contraste, le Nord-Est (34% de la population) apparaît comme emblématique de la colonisation agricole (voir le cas de la province de Sakon Nakhon, pl. 61), la forêt ayant cédé la place aux plantations d'hévéas. Le Sud (13% de la population nationale) se caractérise par l'irrégularité de son peuplement et la culture du palmier à huile et des arbres fruitiers. La riziculture du Nord-Est révèle le contraste des habitudes alimentaire – riz majeur au Sud, riz gluant au Nord – et partant la pluralité d'origines ethniques opposant en matière culinaire les «Siamois» aux «Lao» (pl. 63-64). L'industrialisation de ces deux régions périphériques se révèle également déséquilibrée, des districts ruraux jouxtant des zones à forte concentration industrielle (autour des préfectures), majoritairement orientées vers l'agro-industrie, à laquelle s'ajoute, au Sud, l'étain et, au Nord-Est, le textile (pl. 65).

La forte croissance (jusqu'en 1996) a contribué à réduire de moitié la pauvreté au tournant des années 1990, sans pour autant atténuer les inégalités régionales. Trois provinces du Nord (Mae Hong Son, Nan et Phayao), le Nord-Est, Satun (au Sud) et l'extrême Sud (Pattani, Yala, Narathiwat) demeurent largement en deçà des moyennes nationales en termes de revenus et d'épargne *per capita*. Ces mêmes provinces du Nord, le Nord-Est, et Pattani sont de surcroît sous-équipées en matière d'électricité et même sous-motorisées. Au niveau national, en 1996, 60% seulement des 14-18 ans sont scolarisés dans le secondaire et près de 20% des 18-22 ans dans le supérieur (les universités privées ou provinciales se sont multipliées), avec pour résultat une pénurie chronique de cadres intermédiaires. Et les disparités demeurent fortes : le Nord-Ouest (Chiang Rai, Mae Hong Son et Tak) et l'extrême Sud présentent un fort taux d'analphabétisme (37%) et la scolarisation dans le secondaire y est globalement plus faible.

Au bilan, la corrélation de l'ensemble des données socio-économiques révèle un modèle spatial combinant une organisation auréolaire – à la conjonction de l'héritage du royaume concentrique siamois et du développement de l'Etat Nation au XX<sup>e</sup> s. – ; et une partition en quartiers régionaux le long d'un axe nord/sud et d'un quadrant nord-est (pl. 69 & 70).

On comprendra aisément qu'un tel ouvrage repose sur la compilation d'une masse considérable de données statistiques, qu'un traitement cartographique rend aisément accessible. Les cartes de synthèse (voir les cartes sur les densités de population et l'expansion des zones cultivées p. 57 ; sur l'organisation spatiale p. 185, etc.) et les chorèmes du modèle spatial thaïlandais (pl. 70) sont particulièrement éclairants. Il reste que quelques-uns des outils statistiques retenus demeurent contestables. L'on regrette tout d'abord que le PIB *per capita* soit évalué sur la seule base de la parité de pouvoir d'achat, indicateur, certes, à la mode depuis le début des années 1990, mais

particulièrement mal venu pour accommoder de concert des pays en développement et des pays industrialisés (pl. 4, carte du haut). Censée limer l'effet des fluctuations de taux de change et nuancer l'appréciation de la richesse marchande par la comparaison des prix<sup>65</sup> des mêmes produits et services dans plusieurs pays, la parité de pouvoir d'achat (PPA) repose en effet sur le calcul d'une manière de «taux de change» monnaie locale / dollar américain, établi à partir d'une moyenne des prix d'un «panier» type de la ménagère dans un pays donné, lesquels prix sont ensuite convertis en dollars courants à l'aune des prix américains. Autant dire qu'un tel indicateur présente quatre inconvénients majeurs : 1°) ledit panier de la ménagère est conçu en référence à une structure de consommation qui est celle des pays occidentaux développés, la PPA ayant été initialement élaborée par l'OCDE ; 2°) son calcul implique de disposer d'un système de prix homogène et d'un taux de change unique à l'intérieur des frontières nationales, ce qui n'est évidemment pas le cas de pays comme le Myanmar ou même la Chine ; 3°) les PPA n'ont été calculées que pour un nombre limité de pays, et de surcroît de manière discontinue<sup>66</sup> ; 4°) enfin en occultant la dimension monétaire, la PPA va à l'encontre de la réalité économique sud-est asiatique, où les transactions commerciales et financières étaient libellées en quasi totalité – au moins jusqu'en 1997 – en dollars US. L'on émettra ensuite de sérieuses réserves sur les données relatives aux investissements (pl. 1). Il aurait fallu d'abord préciser qu'il s'agissait d'investissements directs (IDE)<sup>67</sup> ; ensuite le graphique compare des données de sources différentes et sur des périodes différentes quand l'appréciation des IDE varie considérablement selon les sources nationales et qu'il s'agit de montants *approuvés*<sup>68</sup> ou *réalisés*<sup>69</sup> ; l'on s'étonnera de surcroît de voir que la Thaïlande aurait investi en RPC sur 1979-98 des montants presque équivalents à ceux investis par le Japon sur son sol, quand les IDE (*réalisés*) *cumulés* thaïlandais à l'étranger toutes destinations confondues (Chine incluse) sont de 2,7 milliards \$ en

<sup>65</sup> Par exemple, tenant compte du fait que l'on peut théoriquement acheter beaucoup plus de produits avec un dollar au Laos qu'à Singapour.

<sup>66</sup> Sur l'analyse des méthodes de calcul de la P.P.A. et de leurs limites, voir MADDISON, Angus, *L'économie mondiale 1820-1992, analyse et statistiques*, Paris, O.C.D.E., Études du Centre de Développement, 1995, 274 p., pp. 175-186 ; voir également O.C.D.E., *Purchasing power parities and real expenditures, GK results, volume II, Parités de pouvoir d'achat et dépenses réelles 1993*, Paris, O.C.D.E., Direction des Statistiques, 1996, 91 p., pp. 11-18. Voir pour l'inventaire des pays dont la P.P.A. a été effectivement calculée, BANQUE MONDIALE, *World development indicators, 1997*, Washington 1997, 339 p., pp. XXVIII-XXXV. Signalons également que la dernière véritable évaluation de la P.P.A. des pays africains et des pays de l'Asie du Sud date de 1985.

<sup>67</sup> Les investissements directs étrangers sont des investissements impliquant une responsabilité effective dans la gestion d'une entreprise, c'est-à-dire une participation au capital d'au moins 10%, par opposition aux investissements de portefeuille qui peuvent ne porter que sur quelques actions.

<sup>68</sup> Projets ayant reçu l'aval des autorités concernées, mais dont certains ne se réaliseront pas.

<sup>69</sup> C'est-à-dire les montants effectivement investis.

1998<sup>70</sup>, et les seuls IDE japonais cumulés en Thaïlande (sur la base du même mode de calcul) de 5,7 milliards \$<sup>71</sup>... Enfin l'on déplore quelques maladresses dans le traitement graphique, assurément imposées par l'outil logiciel : sur une même page, et pour un même type de données, les points proportionnels renvoient à des échelles pouvant varier du simple au double (par exemple les superficies plantées, haut de la p. 93)<sup>72</sup>; les 5 ou 6 niveaux de dégradés d'une même couleur, et en particulier le bleu, rendent parfois la lecture malaisée (comme p. 179).

Toutefois, et malgré ces quelques observations, l'ouvrage est précieux pour les géographes et les économistes du développement, et cela va sans dire pour les étudiants et autres praticiens du dossier thaïlandais. Et, ce qui ne gâche rien, il est agréable à lire...

---

<sup>70</sup> UNCTAD, *World Investment report 2006*, Thailand, <http://stats.unhttp://stats.unctad.org/FDI>.

<sup>71</sup> JETRO, [http://www.jetro.go.jp/en/stats/statistics/iipfdi\\_01\\_e.xls](http://www.jetro.go.jp/en/stats/statistics/iipfdi_01_e.xls).

<sup>72</sup> Voir sur ces questions Jacques BERTIN, *La graphique et le traitement graphique de l'information*, Paris, Flammarion, Nouvelle bibliothèque scientifique, 1977, 273 p.

## **TROIS ETUDES SUR LES TÂY SON**

*Ami-Jacques RAPIN*

**Maurice DURAND, éd. par Philippe PAPIN, *Histoire des Tây Sơn*, Paris, Les Indes Savantes, 2006, 211 p.**

**Thomas J. BARNES, *Vietnam : When the Tanks Were Elephants*, Martinsville, Airleaf Publishing, 2006, 287 p.**

**George DUTTON, *The Tây Sơn Uprising : Society and Rebellion in Eighteenth-Century Vietnam*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 2006, 293 p.**

Par un heureux concours de circonstances, la connaissance des Tây Sơn s'est considérablement enrichie en 2006 par la publication de trois ouvrages qui sont venus combler une évidente lacune de l'information disponible en langues occidentales. Avant cette date, les références susceptibles de documenter cette période charnière de l'histoire du Vietnam étaient limitées. En français, outre la traduction de la Chronique de l'unification des Lê impériaux (*Hoàng Lê Nhất Thống Chí*) publiée par l'École Française d'Extrême-Orient et celle d'un article consacré à la perception des Tây Sơn par les Franciscains espagnols publiée dans le *Bulletin de la Société des Études Indochinoises*, on ne pouvait pratiquement compter que sur les chapitres finaux de l'étude, déjà ancienne, de Charles Maybon (*Histoire moderne du pays d'Annam*) et sur la quarantaine de pages de l'excellente synthèse de Lê Thành Khôi (*Histoire du Viêt Nam*). En anglais, ni les travaux d'Alexander Woodside, ni ceux de Li Tana n'étaient spécifiquement axés sur l'histoire des Tây Sơn, même si ces derniers offraient une première perspective approfondie sur la période initiale de l'insurrection. Plus récemment, un premier ouvrage de Thomas J. Barnes (*Tây Sơn : Rebellion in 18<sup>th</sup> Century Vietnam*) et un article de George Dutton paru en 2005 dans *Southeast Asian Research* annonçaient des développements du sujet, auquel les publications de 2006 donnent une nouvelle ampleur.

Situés dans des registres historiographiques très différents, les trois ouvrages qui font l'objet de cette note de lecture offrent autant de perspectives sur les dernières décennies de l'histoire du Vietnam du XVIII<sup>e</sup> siècle, leur contribution à la connaissance de l'époque des Tây Sơn devant être considérée en fonction de leur spécificité.

Tiré des *Maurice Durand papers* du département des manuscrits de la bibliothèque de l'Université de Yale, le premier de ces trois ouvrages est un texte inédit préparé

pour la publication par Philippe Papin. Comme le souligne ce dernier dans sa préface, le texte original dactylographié n'était pas une morasse d'éditeur, mais une version provisoire d'une étude encore en chantier. Quoique l'exemplaire de la bibliothèque de Yale fût inachevé, Maurice Durand l'avait suffisamment travaillé pour permettre la publication d'un ouvrage cohérent moyennant certains réaménagements (exposés par Philippe Papin dans sa présentation).

L'étude repose sur cinq sources principales : le *Khâm Định Việt Sử Thông Giám Cương Mục* (Miroir complet de l'histoire viet établi par ordre impérial), le *Đại Nam Chính Biên Liệt Truyện* (Biographies des grands personnages du Đại Nam), le *Lê Quý Ký Sử* (Annales historiques des Lê), le *Nguyễn Triều Dã Sử* (Histoire officielle de la cour des Nguyễn) et le *Tây Sơn Bang Giao Tập* (Recueil des relations diplomatiques des Tây Sơn, dont une traduction des pièces significatives figure en annexe). En exploitant ce corpus, l'auteur visait à rendre accessibles aux historiens occidentaux des données plus précises que celles contenues dans les récits de missionnaires et voyageurs européens, initiative d'autant plus opportune qu'à l'époque de la rédaction du manuscrit, c'est-à-dire dans les années 1960, la plupart de ces sources vietnamiennes n'étaient pas encore disponibles en *quốc ngữ*.

Dans l'introduction, l'objectif que poursuit l'auteur est défini en des termes qui caractérisent sa démarche : « Le but que nous essayons d'atteindre est de verser au dossier de la connaissance historique de la science occidentale des noms et des événements qui ont bouleversé le Vietnam durant vingt ans » (p. 34). Ordonner les faits, établir une chronologie, situer les acteurs, telle est la tâche que s'assigne Durand dans une approche qui relève de l'histoire politique et événementielle. La perspective est, certes, limitative, comme le souligne George Dutton dans la préface anglaise de l'ouvrage, puisqu'elle ne conçoit l'histoire des Tây Sơn qu'en fonction des personnalités qui s'affrontent, des combats qui se succèdent et des manœuvres diplomatiques qui se nouent et se dénouent. C'est néanmoins la seule qui contiennent les sources vietnamiennes, silencieuses ou allusives sur les dimensions socio-économiques des événements. Bien que Durand n'ignore pas totalement les sources occidentales, parfois mobilisées dans l'appareil critique pour préciser ou compléter un point du texte, son choix a incontestablement été de privilégier la reconstruction factuelle conçue en tant qu'indispensable préalable à l'analyse qui, pour sa part, ne saurait négliger l'apport des sources missionnaires (*infra*).

Après une brève section initiale consacrée à la situation politique, administrative et économique du Vietnam au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'étude de Durand (réaménagée par Philippe Papin) se développe en onze chapitres qui suivent la progression des événements de 1771 à 1802. Pour gérer la complexité des faits, la narration se focalise alternativement sur trois espaces spécifiques : le Centre, le Sud et le Nord.

L'épopée des Tây Sơn débute dans le Centre, plus précisément dans le village éponyme situé dans l'arrière-pays de Quy Nhơn. La prise de la ville, en 1773, marque l'entrée des trois frères Nguyễn (Nhạc, Lữ et Huệ) dans l'espace politique vietnamien, ceux qui sont désormais connus comme les frères Tây Sơn s'imposant en tant que troisième force face aux seigneurs Trịnh du Nord et aux seigneurs Nguyễn du Sud. Si les premiers bénéficient initialement de l'affaiblissement de la position

des seconds, dont le territoire est coupé en deux par les insurgés, ils subissent à leur tour les conséquences de la montée en puissance de ce qui n'était à l'origine qu'une rébellion locale parmi d'autres. Successivement victorieux sur les deux fronts, les Tây Sơn chassent, momentanément, Nguyễn Ánh (le futur Gia Long) du Sud, puis les Trịnh du Nord en s'imposant comme protecteurs de la dynastie des Lê.

Cette dernière ne survit toutefois pas à la combativité de Nguyễn Huệ qui bat, en 1789, une armée chinoise appelée à son secours par Lê Duy Kỳ (Chiêu Thống), alors que le plus jeune des Tây Sơn s'est proclamé empereur sous le nom de règne de Quang Trung. La même année, Huệ est investi roi d'Annam par l'empereur de Chine, les Tây Sơn disposant ainsi d'une légitimité qu'ils avaient précédemment recherché en affirmant agir successivement au nom des Nguyễn, des Trịnh et des Lê. À cette époque, le cadet de la fratrie a pris l'ascendant sur son aîné, Nhạc, inspirateur et figure centrale des premières années du mouvement. Les dissensions et conflits entre les deux frères, qui se développent au milieu des années 1780, génèrent un premier fractionnement du pouvoir, avant que de nouvelles rivalités personnelles n'émergent à la suite de la mort de Huệ en 1792. Le pouvoir des Tây Sơn connaît alors son apogée, les années qui suivent étant celles de la lente reconquête du pays par Nguyễn Ánh, processus qui s'achève en deux temps : lors de la bataille de Đống-Hới, en février 1802, au cours de laquelle l'armée de Nguyễn Quang Toản (fils de Huệ) subit une défaite décisive, puis lors de l'entrée victorieuse de Nguyễn Ánh à Thăng-Long (Hà Nội), quelques mois plus tard.

Ici sommairement résumée, l'épopée des Tây Sơn est en réalité extraordinairement complexe que ce soit du point de vue des séquences événementielles qui s'enchaînent ou de celui de la multiplicité des acteurs qui s'affrontent ou s'associent provisoirement. La narration répond à cette difficulté en se centrant non seulement sur des lieux géographiques spécifiques, mais aussi sur les principaux personnages qui interagissent successivement. La figure de Nhạc s'estompe ainsi progressivement du récit, alors que s'impose celle de Huệ ; le général Nguyễn Hữu Chinh – au service des Trịnh, puis des Tây Sơn – s'affirme provisoirement comme un acteur majeur, alors que Nguyễn Ánh le demeure jusqu'en 1802. Le procédé narratif est efficace dans la mesure où les faits s'ordonnent selon une intrigue dont le ressort principal est la lutte pour le pouvoir et le contrôle territorial.

L'ouvrage de Thomas J. Barnes partage certains traits communs avec celui de Durand, tout en s'en distinguant sensiblement à plusieurs égards. L'auteur n'est pas un historien professionnel mais un ancien fonctionnaire du *State Department* en poste au Vietnam au début des années 1970. Née alors qu'il était en fonction au consulat de Hué, sa passion pour l'histoire locale est au principe d'une démarche similaire à celle de Durand, c'est-à-dire combler une lacune de la connaissance du XVIII<sup>e</sup> siècle vietnamien chez les Occidentaux. Barnes s'adresse toutefois à un public différent par une œuvre passablement originale.

Également fondé sur une narration linéaire, l'ouvrage exploite des ressources vietnamiennes constituées par trois volumes publiés au milieu des années 1990 par le Bureau de la culture et de l'information de la province de Bình Định et,

apparemment, richement documentés par des sources locales, espagnoles et françaises. C'est ce même matériau que l'auteur avait utilisé pour la rédaction de son *Tây Sơn : Rebellion in 18<sup>th</sup> Century Vietnam* publié en 2000, cette première étude constituant en quelque sorte l'esquisse à partir de laquelle s'est exécuté le volume de 2006. Barnes n'était manifestement pas satisfait de son *opus* initial auquel ne devraient se rapporter, selon ses termes, que les lecteurs «masochistes». De l'un à l'autre, le changement le plus significatif concerne l'énonciation qui passe de la troisième à la première personne. Ce sont donc les acteurs eux-mêmes des événements qui les expriment dans l'ouvrage de 2006, huit narrateurs rapportant alternativement l'épopée des Tây Sơn : Nguyễn Anh, Nguyễn Huệ, Nguyễn Hữu Chinh, Trương Văn Hiến (un lettré qui conseille initialement les trois frères), le père Diego de Jumilla (un missionnaire espagnol), le seigneur Trịnh Sâm, la princesse Lê Ngọc Hân (épouse de Huệ) et le général chinois Sun Shi Yi (Tôn Sĩ Nghi).

Le procédé littéraire est ingénieux, puisqu'il multiplie les points de vue et offre potentiellement autant de perspectives différentes sur des événements que l'analyse historique cherche au contraire à ramener à une signification globale dégagée de la perception subjective des acteurs. Il donne d'ailleurs d'excellentes pages à l'ouvrage. Par exemple dans le chapitre 1, lorsque Nguyễn Anh est animé d'une joie malsaine en évoquant l'exhumation de la dépouille de Huệ et l'ordre donné à ses soldats d'uriner sur les os de son défunt ennemi ; ou encore dans le chapitre 24, lorsque Nguyễn Hữu Chinh, affligé d'un bégaïement, rapporte un entretien avec Lê Duy Kỳ peu de temps avant leur défaite commune. On l'a compris, le récit penche plus vers le roman historique que vers l'étude monographique ou, plus précisément, un pan de l'ouvrage s'inscrit dans le premier registre alors qu'un autre relève de la chronique historique. S'il est suffisamment évident que de nombreux passages n'ont rien d'authentique, à l'exemple du savoureux chapitre 22 dont le début nous projette dans la chambre nuptiale de Huệ et de Lê Ngọc Hân, il l'est peut-être moins aux yeux du lecteur néophyte que la trame événementielle de l'intrigue n'est exacte du point de vue factuel.

Compte tenu de ce qui précède, l'ouvrage doit être jugé à l'aune du but que lui assigne l'auteur, à savoir rendre accessible et plaisant à la lecture un épisode méconnu de l'histoire vietnamienne. À cet égard, Barnes a tenu son pari y compris dans le choix d'un titre au premier abord exécrable (*Vietnam : When the Tanks Were Elephants*), mais qui présente l'avantage de ne pas détourner le lecteur en puissance par une référence explicite à une période dénuée de signification pour le non-spécialiste.

La critique ne saurait ainsi se concentrer sur les approximations du propos, telle cette malheureuse observation préliminaire définissant le phénomène des Tây Sơn comme une révolution à rapprocher de ses pendants nord-américain et français. Elle peut en revanche porter sur l'exploitation partielle de la grande liberté qu'offrait le procédé littéraire, puisque Barnes, dégagé des contraintes inhérentes à l'écriture savante, était en position de développer son récit en ouvrant largement l'éventail des perspectives narratives. Tout d'abord, en proposant plus de points de vue originaux sur les événements : le choix de donner la parole au lettré Trương Văn Hiến et à la

princesse Lê Ngọc Hân était excellent, mais pourquoi ne pas se risquer à faire de même avec une paysanne du Nghệ An, un Bahnar des hauts plateaux ou un commerçant chinois de Gia Định ? Ensuite, en croisant systématiquement les perspectives subjectives d'un même événement plutôt que de les alterner dans la progression du récit : plus de regards différents portés sur une situation déterminée, c'est plus de latitude laissée au lecteur pour comprendre que le sens d'un fait historique est rarement partagé par ses acteurs ou témoins. L'entreprise aurait été audacieuse et périlleuse en raison des larges espaces d'incertitude que les sources laissent ouverts et face au danger permanent de ce que Lucien Febvre a nommé «l'anachronisme psychologique». Elle aurait, de surcroît, suscité les foudres des gardiens du temple de la connaissance historique dans la mesure où elle aurait reposé sur des questions dénuées de «pertinence scientifique». N'aurait-elle cependant pas été une tentative de réponse aux interrogations que suscite inévitablement la lecture des sources, souvent silencieuses sur le passé tel qu'il est vécu par ceux qui ne laissent pas de traces ?

Le troisième ouvrage publié sur les Tây Sơn en 2006 est une version remaniée d'une thèse soutenue cinq ans plus tôt et présente toutes les qualités des meilleures PhD des universités américaines : clarté des énoncés, rigueur de la structuration et pertinence de la réflexion. Reposant sur un nombre considérable de sources et de travaux vietnamiens, traitant en profondeur des rapports sociaux et politiques qui caractérisent la période, l'étude de Georges Dutton s'imposera facilement comme le travail de référence sur la période des Tây Sơn.

À la différence de Durand et Barnes, Dutton ne vise pas prioritairement à ordonner des faits, mais à les analyser et à les interpréter. Centrée sur les relations entre les leaders Tây Sơn et les différentes composantes de la société vietnamienne du XVIII<sup>e</sup> siècle, la réflexion porte sur les dynamiques sociopolitiques qui sous-tendent la rébellion, puis sur ce que l'on pourrait nommer son institutionnalisation. Cette approche permet à l'auteur de remettre en question l'interprétation de l'historiographie vietnamienne contemporaine qui envisage le mouvement des Tây Sơn comme une insurrection paysanne, voire une révolution. Réfutant l'idée selon laquelle le mouvement aurait possédé une cohérence idéologique et suivi un agenda politique cohérent, Dutton le considère dans la fluidité de ses développements, c'est-à-dire comme essentiellement réactif face à des circonstances changeantes et des défis sans cesse renouvelés.

L'ouvrage se subdivise en quatre chapitres, respectivement intitulés : la période des Tây Sơn et le long XVIII<sup>e</sup> siècle au Đại Việt, les leaders, les paysans et les marges sociales. Le premier offre une contextualisation aux développements subséquents de l'analyse, tout en identifiant les causes du mouvement. Le deuxième est consacré à ses principales figures et aux différentes facettes du pouvoir qu'elles exercent. Le troisième porte sur la situation des paysans sujets à l'autorité des Tây Sơn. Le dernier concerne les relations entre les Tây Sơn et des groupes spécifiques tels que les chrétiens, les Chinois, les populations montagnardes ou les pirates.

Le chapitre initial propose une bonne synthèse historique en formulant une subdivision chronologique simplifiée de la période : les origines et premiers développements du mouvement (1771-1772), la lutte pour le contrôle du Đàng Trong – la région intérieure, c'est-à-dire le territoire contrôlé par les seigneurs Nguyễn – (1773-1785), l'invasion du Đàng Ngoài – la région extérieure, c'est-à-dire le territoire contrôlé par les seigneurs Trịnh – (1786-1788), Quang Trung au pouvoir (1789-1792) et la période post-Quang Trung (1793-1802). Son intérêt principal réside toutefois dans sa partie introductive dans laquelle Dutton situe la genèse du mouvement Tây Sơn dans une société en proie à une profonde crise socio-économique. Outre le déclin du commerce maritime dans le port de Hội An, l'accroissement de la pression fiscale, la corruption et une crise monétaire liée aux difficultés de l'introduction d'une monnaie de zinc pour pallier le manque de cuivre, des facteurs spécifiques au lieu d'origine de la révolte sont identifiés. À la suite de Li Tana, l'auteur souligne que la région de Qui Nhon était particulièrement sollicitée pour assurer le transport du riz produit dans le Sud vers Phú Xuân (Huế), capitale des seigneurs Nguyễn. Il met également en évidence les tensions entre le pouvoir des Nguyễn et les populations de l'arrière-pays soumises à de nouvelles exigences et parmi lesquelles les Tây Sơn trouvent leurs premiers appuis.

Le deuxième chapitre est l'un des plus réussis du volume. Considérant les leaders Tây Sơn non pas comme des révolutionnaires ou des innovateurs, mais comme des opportunistes, Dutton examine successivement les différents aspects de leur rapport au politique. C'est plus précisément la question de la légitimation de l'action et de l'autorité qui est au cœur de la réflexion. Si leur réputation de bandits charitables procède bien d'une politique initiale de redistribution des richesses, qui est au principe de leur soutien populaire, l'institutionnalisation de leur pouvoir repose sur des recettes de légitimation plus traditionnelles. Affirmant agir selon la volonté du Ciel, mobilisant les notions confucéennes de justice et de vertu, les Tây Sơn se situent dans un univers de références politiques qui n'est pas différent de celui de leurs adversaires. Dans une même logique, les Tây Sơn cherchent à asseoir la légitimité de leur action en établissant des connections avec les détenteurs traditionnels du pouvoir : au niveau local avec des chefs cham (l'un de leurs premiers soutiens provient de la princesse cham Thị Hòa et de son entourage), au niveau du Đàng Trong en affirmant combattre le régent corrompu Trương Phúc Loan et défendre la famille régnante (les Nguyễn), puis en se plaçant momentanément sous l'autorité des Trịnh, et enfin au niveau du Đàng Ngoài en agissant au nom des Lê contre les Trịnh. À chacun de ces niveaux s'engagent des stratégies matrimoniales destinées à assurer ces connections. Selon certaines sources, Nhạc aurait épousé une femme de l'ethnie bahnar dans la première phase du mouvement, mais il échoue lorsqu'il tente ultérieurement d'arranger un mariage entre l'une de ses filles et le prince héritier des Nguyễn ; quant à Huệ, comme on le sait, il épouse une princesse Lê.

Dans les développements ultérieurs du deuxième chapitre, Dutton examine les dissensions internes du pouvoir Tây Sơn, avant de centrer son propos sur le règne de Quang Trung. Dans cette partie finale, deux sections présentent un intérêt particulier.

La première est consacrée aux rapports du nouvel empereur avec les lettrés du Đàng Ngoàì et met en évidence l'importance du ralliement d'une partie d'entre eux à Quang Trung qui y gagne en crédibilité et peut appuyer son gouvernement sur leurs compétences pratiques et philosophiques. La seconde concerne la demande du rattachement des deux provinces chinoises du Guangdong et du Guangxi au Vietnam, l'ambassade en route pour la Chine étant rappelée à la nouvelle du décès de Quang Trung.

Également d'excellente facture, le troisième chapitre envisage le pouvoir des Tâý Son tel qu'il est vécu par la masse des paysans vietnamiens. Pour le documenter, Dutton a largement recouru à des sources occidentales, en particulier aux archives des Missions étrangères de Paris, afin de combler les lacunes des chroniques vietnamiennes qui prêtent peu d'attention à la situation des gouvernés. Plus victimes que bénéficiaires du nouveau régime et des campagnes militaires incessantes qu'il conduit, les populations rurales sont la chair à canon des armées, une force de travail soumise à la corvée et une source de ravitaillement et de revenus. Le contrôle des populations répond à la nécessité de leur mobilisation et revêt différentes formes, dont la plus étonnante est l'introduction de la *tín bài* (carte de fidélité), une pièce d'identité qu'impose Quang Trung et que son successeur supprime face au mécontentement populaire. En insistant sur le caractère oppressif du pouvoir des Tâý Son, et on lira à cet égard avec intérêt la section consacrée au recrutement et à la discipline dans leurs armées, l'auteur ne vise pas à nier les manifestations de soutien populaire à leur cause, mais plutôt à démontrer que les conditions d'existence sous leur autorité n'étaient pas fondamentalement différentes de celles des populations soumises au pouvoir des Nguyễn ou des Trịnh. De cette réalité procède la propension des paysans à placer leurs attentes dans le parti adverse de celui auquel ils sont assujettis, à l'exemple des populations du Đàng Ngoàì qui souhaitent l'arrivée des Nguyễn pour être délivrées des Tâý Son, alors que celles qui sont précisément sous l'autorité des Nguyễn placent leurs espoirs dans les Tâý Son. Pour Dutton, c'est un même mécanisme qui explique l'idéalisation populaire du mouvement après son annihilation, cette représentation relevant plus de l'antipathie envers la nouvelle dynastie (les Nguyễn) que d'une mémoire collective du pouvoir réellement exercé par les Tâý Son.

Le quatrième chapitre est le plus inégal de l'ouvrage. Bien argumenté en ce qui concerne les rapports entre les Tâý Son et, respectivement, les chrétiens vietnamiens, les communautés chinoises et les populations flottantes (vagabonds et bandits), il est nettement plus allusif en ce qui concerne les Cham, les minorités montagnardes et les Khmers. Ce déséquilibre dans le traitement des marges de la société vietnamienne est évidemment lié au contenu des sources qui ne permettent pas de documenter sur un même plan les différents secteurs considérés. Il n'en demeure pas moins que le lecteur reste sur sa faim en prenant connaissance, en ce qui concerne les Cham et les minorités, d'éléments déjà largement abordés dans le chapitre 2. Peut-être que l'auteur aurait pu prendre le risque de quelques extrapolations, après avoir amplement fait la démonstration de la rigueur de son analyse.

Dans la section consacrée aux pirates chinois, sujet qui pose un même problème de documentation, Dutton a su solliciter les études de Dian Murray (*Pirates of the South China Coast*) et Robert Antony (*Like Froth Floating on the Sea*) pour rédiger l'une des parties les plus passionnantes de l'ouvrage. Soulignant l'importance militaire de l'association entre les Tây Son et les pirates, il met en évidence le pragmatisme des premiers, tout comme les bénéfices mutuels qui sont au principe des alliances nouées entre les différents acteurs de la période.

Un dernier commentaire portera précisément sur la dimension militaire du phénomène Tây Son. À plusieurs reprises, Dutton en souligne l'importance : en affirmant que les Tây Son donnaient à maints égards des réponses militaires à des situations qui auraient exigé des solutions sociales et politiques, en soulignant l'étroite articulation entre les logiques politique et militaire dans leurs conceptions, en définissant leur régime comme fondamentalement militarisé, ou, plus simplement, en relevant le caractère ininterrompu des campagnes militaires tout au long de la période. Cette dimension militaire n'est pourtant jamais traitée de front dans une section ou un chapitre qui lui serait afférent. Certes, Dutton évoque brièvement la tactique des armées Tây Son et le principe de la « guerre des moussons » (l'influence des vents sur la conduite des opérations maritimes), tout comme il offre de précieux renseignements sur la composition des armées, signale l'influence des batailles sur le cours des événements et donne une juste idée du poids de la guerre sur la période. On peut même affirmer que la dimension militaire est toujours présente à l'arrière-plan de l'analyse, mais c'est bien la raison pour laquelle le lecteur aurait souhaité une réflexion qui lui soit plus spécifiquement consacrée.

Chacun à leur manière, les trois ouvrages examinés contribuent à la connaissance des Tây Son. Si celui de Dutton surclasse les deux autres du point de vue de la documentation exploitée et de la portée de l'analyse, ceux-ci ne sauraient être considérés comme quantité négligeable. Celui de Durand est une perle d'érudition d'une grande précision factuelle et demeure sans équivalent en français. Quant à celui de Barnes, il joue sur un procédé narratif original pour aborder un sujet complexe que l'auteur parvient à rendre plaisant à la lecture.